

Noisy-le-Sec, le 05 octobre 2016

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Tel : 01 49 42 64 13
conseil.municipal@noisyselec.fr

Compte rendu

conseil municipal

jeudi 29 septembre 2016

A 19 h 30

Salle des Mariages à l'Hôtel de Ville

L'an deux mille seize le jeudi 29 septembre à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 23 septembre 2016, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER (*départ à 23:00*), Alexandre BENHAIM, Stéphanie SANNIER (*départ à 00:15*), Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Saïd YAHIA-CHERIF, Maryvonne MOYA, Karine SUISSA (*arrivée à 19:56*), Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU, Axelle ASIK, Sarra BEN ALI, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Dulcinée AVRIL, Emilie TOPSENT, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Patrick LASCoux, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE (*arrivée à 20:35*), Corinne BORD (*arrivée à 19:50*).

Absents ayant donné mandat :

Marie-Rose Harenger représentée par Bernard Girault (à partir de 23:00)
Stéphanie Sannier représentée par Thomas Franceschini (à partir de 00:15)
Karine Suissa représentée par Patricia Blanchard (jusqu'à 19:56)
Katia Gravelot représentée par Laurent Rivoire
Miloud Gherras représenté par Jean-Paul Lefebvre
Ibrahim Diarra représenté par Francis Flouzat
Gilles Garnier représenté par Olivier Sarrabeyrouse
Pascale Labbé représentée par Anne Déo (jusqu'à 20:35)

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

JEUDI 29 SEPTEMBRE 2016

A 19 H 30

En Salle des Mariages de l'Hôtel de ville

Le maire annonce l'ouverture de la séance à 19:45.

I - DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Monsieur le Maire propose la candidature de M. Saïd Yahia-Chérif en tant que secrétaire de séance.

Corinne Bord ne prend pas part au vote (absente).

UNANIMITÉ

La désignation du secrétaire de séance est approuvée

II - COMMUNICATIONS DU MAIRE

Nomination d'Emmanuel MERCIER au conseil municipal

Conformément à l'article L. 270 du code électoral, le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le conseiller municipal élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit.

En conséquence du décès survenu le 21 juillet 2016 de M. Pierre Lerenard, conseiller municipal délégué membre de la majorité municipale, il est nécessaire de désigner un nouveau membre du conseil municipal.

M. Emmanuel Mercier a été, lors de l'élection du 30 mars 2014, le premier non-élu de la liste « en avant Noisy ».

En vertu de l'article L. 270 du code électoral, il a donc vocation à prendre la place de M. Lerenard au conseil municipal, étant donné qu'il n'existe aucune incompatibilité entre ses fonctions actuelles et ce mandat d'élu municipal.

PROCÈS-VERBAL

Le Conseil,

Vu le code électoral et notamment l'article L. 270,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2121-1 et suivants,

Considérant le décès survenu le 21 juillet 2016 de M. Pierre Lerenard, conseiller municipal délégué membre de la majorité municipale,

Considérant la nécessité de le remplacer pour le parfait fonctionnement du conseil municipal,

Considérant que M. Emmanuel Mercier a été, lors de l'élection du 30 mars 2014, le premier non-élu de la liste « en avant Noisy »,

Considérant que M. Emmanuel Mercier a donc vocation à prendre la place de M. Lerenard au conseil municipal,

PREND ACTE

Article 1 :

M. Emmanuel Mercier siège au conseil municipal en remplacement de M. Pierre Lerenard.

Article final :

La présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

III – APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU PRÉCÉDENT CONSEIL MUNICIPAL

Le compte-rendu de la séance du conseil municipal du 23 juin 2016 est soumis à l'approbation du conseil municipal :

ABSTENTION :	6	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,
POUR :	31	MAJORITÉ MUNICIPALE
CONTRE :	5	GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Miloud Gherras

Le compte-rendu est approuvé

IV – DECISIONS DU MAIRE

DM16_64	26/05/2016	Approbation du contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle passé entre l'association Pulcinella - Ophélie Gaillard, le Théâtre des Bergeries et la Ville de Noisy-le-Sec
DM16_65	11/07/2016	Approbation du contrat de prêt à hauteur de 2 800 000 € financement pour le programme d'investissement 2016 et contracté entre la Caisse des dépôts et Consignations et la Ville de Noisy-le-Sec
DM16_66	05/07/2016	Approbation du contrat de prêt à hauteur de 5 000 000 € financement pour le programme d'investissement 2016 et contracté entre la Caisse d'Epargne Île-de-France et la Ville de Noisy-le-Sec
DM16_67	20/06/2016	Procédure adaptée n° 2014/4546 Contrôle des équipements des aires de jeux - Avenant n° 1 au contrat signé avec CERES CONTROL
DM16_68	30/06/2016	Approbation de la convention dans le cadre d'une résidence artistique de commissaire d'exposition passée entre Vanessa DESCLAUX et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Tes mains dans mes chaussures")
DM16_69	30/06/2016	Approbation de la convention de présentation d'œuvres passée entre Alicia FRANKOVICH et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Les Limbes")
DM16_70	01/07/2016	Achat d'un véhicule Renault Kangoo Maxi
DM16_71	16/07/2016	Appel d'Offres Ouvert 2016/4596 Nettoyage des locaux et des vitres des bâtiments de la Ville - Approbation du contrat avec Guilbert Propreté
DM16_72	06/07/2016	Cession de véhicule Piaggio Porter immatriculé CV-609-CB
DM16_73	06/07/2016	Approbation de la convention de présentation d'œuvre passée entre Myriam LEFKOWITZ et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Les Limbes")
DM16_74	11/07/2016	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre ICINORI et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Tes mains dans mes chaussures")
DM16_75	25/07/2016	Exercice du droit de préemption urbain sur un appartement sis 7 rue Anatole France à Noisy-le-Sec
DM16_76	19/07/2016	Mise à disposition d'un local à usage d'atelier et d'habitation au profit de Madame CHAPUIS-SCHMITZ
DM16_77	13/07/2016	Approbation de la convention de cession de droits passée entre Delphine CHAPUIS-SCHMITZ et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Tes Mains Dans Mes Chaussures")
DM16_78	19/07/2016	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Marie PROYART et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : " Tes Mains Dans Mes Chaussures")

DM16_79	11/08/2016	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur et de diffusion passée entre Zoé GRAY et la Ville pour la Galerie d'Art Contemporain (Édition Monographie Emmanuelle LAINE)
DM16_80	04/08/2016	Appel d'offres ouvert 2016/4600 - Location, pose et dépose de décors lumineux, prestations électriques pour manifestations locales - Approbation du contrat passé avec Entreprise Michel FERRAZ (CITEOS)
DM16_81	28/07/2016	Approbation du contrat de cession des droits d'exploitation passé entre l'Union Nationale des Jeunesses Musicales de France " Sage Comme un Orage"
DM16_82	28/07/2016	Approbation du contrat de cession des droits d'exploitation passé entre l'Union Nationale des Jeunesses Musicales de France 'FINN Mc COOL ... LEGENDS D'EIRES"
DM16_83	10/08/2016	Procédure adaptée marché MD 16/0001 Etude de mise en accessibilité de trois points d'arrêt de bus - Approbation du contrat avec études de structures et d'équipements
DM16_84	12/08/2016	Marché à procédure adaptée n°2015/4585 Mission de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le lancement d'une procédure type loi MOP dans le cadre de la construction d'un groupe scolaire de 32 classes et du gymnase associé - Approbation de l signature de l'avenant n°1
DM16_85	18/08/2016	Délégation du droit de préemption urbain au profit de l'établissement public foncier Ile-de-France (EPFIF) dans le cadre de l'aliénation d'un pavillon sis au 16 rue de Paris à Noisy-le-Sec
DM16_86	18/08/2016	Exercice du droit de préemption urbain sur un pavillon sis 11 avenue de Gagny à Noisy-le-Sec
DM16_87	02/09/2016	Abonnement téléphonique au réseau MPLS IP de la liaison d'alarme Police B2P Ramses Evolution II - Approbation du contrat signé avec la société GS4
DM16_88	02/09/2016	Maintenance du logiciel PELEHAS FULL WEB - Approbation du contrat signé avec la société Agence Française Informatique
DM16_89	29/06/2016	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre Les Compagnons de Pierre MENARD et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM16_90	17/06/2016	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre Raymond et Merveilles et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM16_91	17/06/2016	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre Raymond et Merveilles et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM16_92	31/08/2016	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation entre ART'VERNE Productions et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM16_93	31/08/2016	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation entre ART'VERNE Productions et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM16_94	31/08/2016	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation entre

		ART'VERNE Productions et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM16_95	06/09/2016	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre La Compagnie du Rouge Gorge et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier

V - NOTICES - DELIBERATIONS

1 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

RENOUVELLEMENT DES MEMBRES DE COMMISSIONS MUNICIPALES

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

Conformément à l'article L. 2121-22 du code général des collectivités territoriales, « *Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres* ».

Ces commissions sont convoquées par le Maire, qui en est le Président de droit.

En vertu de l'article L. 2121-22 alinéa 3 du même code, la composition des différentes commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Suite au décès, le 21 juillet 2016 de M. Lerenard, conseiller municipal délégué membre de la majorité municipale, son siège au sein de plusieurs commissions est laissé vacant. Il s'agit :

- Commission Enseignement – Enfance – Petite Enfance
- Commission Culture – Vie associative – Citoyenneté

Par ailleurs, il a été décidé de remplacer M. Miloud Gherras et M. Ibrahim Diarra car ceux-ci ne font plus partie de la majorité. Le conseil municipal a en effet l'obligation de procéder à un tel remplacement lorsque la composition d'une commission n'assure plus le respect du principe de la représentation proportionnelle des différentes tendances politiques en son sein.

M. Diarra fait partie de la commission :

- Sport - Jeunesse

M. Gherras fait partie de la commission :

- finances - développement économique

Il est dès lors demandé au Conseil municipal de nommer de nouveaux membres qui ne modifieront pas l'équilibre au sein de ces commissions :

- Commission Enseignement – Enfance – Petite Enfance : 1 membre ;
- Commission Culture – Vie associative – Citoyenneté : 1 membre ;
- Commission Sport - Jeunesse : 1 membre ;
- Commission Finances - Développement économique : 1 membre ;

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2121-21 et . L. 2121-22,

Considérant la nécessité de remplacer M. Lerenard, ainsi que les départs de MM. Gherras et Diarra de la majorité municipale,

DELIBERE

Article 1 :

Désigne les conseillers suivants pour siéger au sein des différentes commissions municipales :

- Commission Enseignement – Enfance – Petite Enfance :
- Emmanuel MERCIER
- Commission Culture – Vie associative – Citoyenneté :
- Emmanuel MERCIER
- Commission Sport - Jeunesse :
- Guillaume SALOMON

- Commission Finances - Développement économique :
- Julien-Jack RAGAZ

Article 2 :

Le conseil municipal prend acte de la composition des commissions communales approuvées par les délibérations n°2014/14-04-05 et par la présente délibération.

1 - Commission Enseignement - Enfance – Petite enfance:

- Alexandre BENHAIM
- Emmanuel MERCIER
- Jennifer JOBARD
- Samira BUYTENDORP
- Karine SUISSA
- Patricia BLANCHARD
- Christiane DEL POZO
- Corinne BORD

2 - Commission Finances - Développement économique :

- Dref MENDACI
- Thomas FRANCESCHINI
- Julien-Jack RAGAZ
- Dulcinée AVRIL
- Alexandre BENHAIM
- Émilie TOPSENT
- Pascale LABBE
- Jean-Paul LEFEBVRE

3 - Commission Aménagement - Urbanisme – Transports - Travaux - Écologie urbaine :

- Yveline JEN
- Karim HAMRANI
- Olivier DELEU
- Bernard GIRAULT
- Julien-Jack RAGAZ
- Nicole RIVOIRE
- Patrick LASCOUX
- Corinne BORD

4 - Commission Santé - Affaires sociales - Personnes âgées - Politique de la Ville :

- Élisabeth LEFEUVRE
- Laurence CORDEAU
- Marie-Rose HARENGER
- Patricia BLANCHARD
- Sylvain NICOLAS-NELSON
- Axelle ASIK
- Anne DEO
- Jean-Paul LEFEBVRE

5 - Commission Sport - Jeunesse :

- Laurent RIVOIRE
- Fadhil KORIMBOCUS
- Sarra BEN ALI
- Guillaume SALOMON
- Marcel SOLIGNY
- Souad TERKI
- Olivier SARRABEYROUSE
- Francis FLOUZAT

6 – Commission Culture - Vie Associative – Citoyenneté :

- Jean THARY
- Dref MENDACI
- Maryvonne MOYA
- Samira BUYTENDORP
- Guillaume SALOMON
- Emmanuel MERCIER
- Gilles GARNIER
- Francis FLOUZAT

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

ABSTENTION:	11	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » Miloud Gherras
POUR :	32	MAJORITÉ MUNICIPALE

La délibération est adoptée

2 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

RENOUVELLEMENT DE MEMBRES DES AUTRES COMMISSIONS

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

Suite au décès, le 21 juillet 2016 de M. Lerenard, conseiller municipal délégué membre de la majorité municipale, son siège au sein de plusieurs commissions est laissé vacant. Il s'agit :

- établissement public le SIPLARC
- conseil d'administration lycée Olympe de Gouges
- conseil d'administration du Centre Social du Londeau
- comité consultatif interrégional de Paris
- le centre médico-psycho-pédagogique
- le foyer Orhan Ger
- l'Association des Cités Unies de France

Par ailleurs, il a été décidé de remplacer M. Miloud Gherras et M. Ibrahim Diarra car ceux-ci ne font plus partie de la majorité municipale. Le conseil municipal a en effet l'obligation de procéder à un tel remplacement lorsque la composition d'une commission n'assure plus le respect du principe de la représentation proportionnelle des différentes tendances politiques en son sein.

M. Diarra fait partie des commissions suivantes :

- Conseil d'administration du Centre Social du Londeau.
- Commission de désignation des candidats aux logements sociaux : suppléant ;

M. Gherras fait partie des commissions suivantes :

- Conseil d'administration du lycée professionnel Théodore Monod
- Commission de désignation des candidats aux logements sociaux : suppléant ;

Il est dès lors demandé au Conseil municipal de nommer de nouveaux membres qui ne pas modifieront pas l'équilibre au sein de ces commissions :

- établissement public le SIPLARC
- conseil d'administration lycée Olympe de Gouges
- conseil d'administration du Centre Social du Londeau
- comité consultatif interrégional de Paris
- le centre médico-psycho-pédagogique
- le foyer Orhan Ger
- l'Association des Cités Unies de France
- Conseil d'administration du Centre Social du Londeau
- Conseil d'administration du lycée professionnel Théodore Monod
- Commission de désignation des candidats aux logements sociaux : 2 suppléants.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-21 et L. 2121-33,

Considérant la nécessité de remplacer M. Lerenard, ainsi que les départs de MM. Gherras et Diarra de la majorité municipale,

Considérant les statuts de ces organismes,

DELIBERE

Article 1 :

Désigne les conseillers suivants pour siéger au sein des différentes commissions :

- Établissement public le SIPLARC :
 - Élisabeth LEFEUVRE
- Conseil d'administration lycée Olympe de Gouges :
 - Nicole RIVOIRE

- Conseil d'administration du Centre Social du Londeau :
 - Marcel SOLIGNY
 - Fadhil KORIMBOCUS
- Comité consultatif interrégional de Paris :
 - Marie-Rose HARENGER
- Centre médico-psycho-pédagogique:
 - Axelle ASIK
- Foyer Orhan Ger :
 - Axelle ASIK
- Association des Cités Unies de France :
 - Souad TERKI
- Conseil d'administration du lycée professionnel Théodore Monod
 - Fadhil KORIMBOCUS
- Commission de désignation des candidats aux logements sociaux (suppléants) :
 - Patricia BLANCHARD
 - Julien-Jack RAGAZ

Article 2:

Le conseil municipal prend acte des désignations des membres du conseil municipal au sein des organismes intercommunaux et territorial approuvées par les délibérations n°2014/14-04-06, n°2014/14-04-10 et n°2016/02-06 ainsi que la présente délibération :

Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) de l'établissement territorial Est Ensemble :

Titulaire : Laurent RIVOIRE
 Suppléant : Dref MENDACI

Association de préfiguration d'une intercommunalité de l'Est Parisien (APIEP) :

- Dref MENDACI
 - Olivier DELEU
 - Marie-Rose HARENGER
 - Yveline JEN

Syndicat Mixte Paris Métropole :

Titulaire : Thomas FRANCESCHINI
 Suppléant : Dref MENDACI

Comité stratégique de la Société du Grand Paris :

- Thomas FRANCESCHINI

Comité syndical du Syndicat intercommunal de production et de livraison alimentaire pour la restauration collective (SIPLARC) :

Titulaires
 - Alexandre BENHAÏM
 - Elisabeth LEFEUVRE
 - Jennifer JOBARD

Suppléants
 - Émilie TOPSENT
 - Laurence CORDEAU

Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Électricité et les Réseaux de Communication (SIPPEREC) :

Titulaire : Karim HAMRANI
Suppléant : Julien-Jack RAGAZ

Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Île-de-France (SIGEIF) :

Titulaire : Marie-Rose HARENGER
Suppléant : Bernard GIRAULT

Syndicat des Communes de la Région Parisienne pour le Service Funéraire (SIFUREP) :

Titulaire : Karim HAMRANI
Suppléant : Laurence CORDEAU

Syndicat mixte Autolib :

Titulaire : Bernard GIRAULT
Suppléant : Yveline JEN

Commission de désignation des candidats aux logements sociaux :

Titulaires

- Stéphanie SANNIER
- Nicole RIVOIRE
- Marie-Rose HARENGER
- Karim HAMRANI
- Jean-Paul LEFEBVRE

Suppléants

- Patricia BLANCHARD
- Julien-Jack RAGAZ
- Sylvain NICOLAS-NELSON
- Marcel SOLIGNY
- Christiane DEL POZO

Article 3 :

Le conseil municipal prend acte des désignations des membres du conseil municipal au sein de divers organismes extérieurs approuvés par les délibérations n°2014/14-04-13, 2016/05-13, 2016/05-14 et la présente délibération :

Conseil d'administration d'Immobilière 3F :

- Stéphanie SANNIER

C.M.P.P (Centre médico-psycho-pédagogique) :

- Laurent RIVOIRE
- Patricia BLANCHARD
- Axelle ASIK

La Maison de retraite Saint-Antoine de Padoue :

- Marcel SOLIGNY

Le Foyer Orhan Ger :

- Axelle ASIK

Hôpital André Grégoire :

- Élisabeth LEFEUVRE

Association des Cités Unies de France :

- Souad TERKI

Fédération Mondiale des Cités Unies :

- Thomas FRANCESCHINI

Les Amis de la Musique :

- Jean THARY

Comité de Jumelage :

- Sylvain NICOLAS-NELSON
- Thomas FRANCESCHINI
- Stéphanie SANNIER
- Said YAHIA-CHERIF
- Souad TERKI

Comité local d'action sociale (CLAS) :

- Nicole RIVOIRE
- Sarra BEN ALI
- Stéphanie SANNIER

Conseil d'administration du Centre social du Londeau :

- Élisabeth LEFEUVRE
- Marcel SOLIGNY
- Fadhil KORIMBOCUS

Association de gestion du PLIE (Programme Local pour l'Insertion et l'Emploi) :

- Olivier DELEU
- Julien-Jack RAGAZ

Désignation d'un Conseiller Municipal Interlocuteur du Ministère De La Défense :

- Maryvonne MOYA

Mission intercommunale pour l'emploi des jeunes (MIEJ) :

- Julien-Jack RAGAZ
- Olivier DELEU

Commission Départementale Des Sites, Perspectives et Paysages De La Seine Saint Denis :

- Bernard GIRAULT

Comité Consultatif Interrégional de Paris (CCIRA) :

- Marie-Rose HARENGER

Association Intercommunale Pour La Protection De l'Environnement De l'Est Parisien :

- Bernard GIRAULT

Cœur Du Département :

- Laurent RIVOIRE

Association d'Aide à la Gestion des Travaux de Voirie (SYNCOM) :

Titulaire

- Karim HAMRANI

Suppléant

- Dref MENDACI

Office des sports :

- Dref MENDACI
- Thomas FRANCESCHINI
- Sarra BEN ALI
- Laurent RIVOIRE

Article 4 :

Le conseil municipal prend acte des désignations des membres du conseil municipal au sein des établissements scolaires approuvées par les délibérations n°2014/14-04-12 n°2014/11-08 et la présente délibération :

Conseils d'écoles élémentaires :

Boissière : Patricia BLANCHARD
Brossolette : Émilie TOPSENT
Carnot : Olivier DELEU
Cottureau : Samira BUYTENDORD
D'Estienne d'Orves : Dref MENDACI
Léo Lagrange : Thomas FRANCESCHINI
Langevin: Stéphanie SANNIER
Rimbaud : Souad TERKI
Quatremaire : Marcel SOLIGNY
Sainte Croix : Axelle ASIK

Conseils d'écoles maternelles

Apollinaire : Fadhil KORIMBOCUS
Anémones : Guillaume SALOMON
Bleuets : Julien-Jack RAGAZ
Bayard : Élisabeth LEFEUVRE
Condorcet : Bernard GIRAULT
D'Estienne d'Orves : Said YAHIA-CHERIF
Gambetta : Marie-Rose HARENGER
Léo Lagrange : Jennifer JOBARD
Boissière : Laurence CORDEAU
Le Petit Prince : Maryvonne MOYA
Jean Renoir : Karim HAMRANI
Rimbaud : Nicole RIVOIRE

Conseil d'administration des établissements d'enseignement secondaires :

Conseil d'administration du collège Cassin :

- Alexandre BENHAÏM

Conseil d'administration du collège Prévert :

- Marcel SOLIGNY

Conseil d'administration du collège Olympe de Gouges :

- Souad TERKI

Conseil d'administration du lycée Olympe de Gouges :

- Nicole RIVOIRE

Conseil d'administration du lycée professionnel Théodore MONOD :

- Fadhil KORIMBOCUS

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

ABSTENTION:	11	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » Miloud Gherras
POUR :	32	MAJORITÉ MUNICIPALE

La délibération est adoptée

3 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

DÉSIGNATION MEMBRES CLECT MÉTROPOLE

Rapporteur : Madame Marie-Rose HARENGER

Par délibération en date du 1^{er} avril 2016, la Métropole du Grand Paris a créé une commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT). Cette commission a pour mission de fixer les modalités et les critères de charges pris en compte pour déterminer le besoin de financement des compétences exercées par l'établissement public en lieu et place de la commune.

L'article 1609 nonies C IV du Code Général des Impôts prévoit que cette commission est créée par l'organe délibérant de l'établissement public qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers. La présente commission est donc composée de cent trente et un membres titulaires et cent trente et un membres suppléants. Chacune des communes membres désigne un membre titulaire et un membre suppléant.

L'article 1609 nonies C IV précité prévoit les modalités de fonctionnement de cette dernière :

- La commission élit son président et un vice-président parmi ses membres.
- La commission peut faire appel, pour l'exercice de sa mission, à des experts. Elle rend ses conclusions l'année de l'adoption de la cotisation foncière des entreprises unique par l'établissement public de coopération intercommunale et lors de chaque transfert de charges ultérieur.
- Les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement, sont évaluées d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou d'après leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédant ce transfert. Dans ce dernier cas, la période de référence est déterminée par la commission.
- Le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année.
- Le coût des dépenses transférées est déduit, le cas échéant, des ressources afférentes à ces charges.
- Cette évaluation est déterminée à la date de leur transfert par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, adoptées sur rapport de la commission locale d'évaluation des transferts.

Puisqu'il est fait application à un établissement public de coopération intercommunale des dispositions de l'article précité, la commission d'évaluation des transferts de charges doit rendre ses conclusions sur le montant des charges qui étaient déjà transférées à l'établissement public de coopération intercommunale et celui de la fiscalité ou des contributions des communes qui étaient perçues pour les financer.

Il est donc procédé à la nomination des membres par le conseil municipal.

Les représentants de la commune siègent au sein de la commission et rendent compte au conseil municipal de l'activité de celle-ci.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu l'article L. 2121-33 du code général des collectivités territoriales,

Vu les dispositions de l'article 1609 nonies C IV du Code Général des Impôts,

Vu la délibération du conseil de la Métropole du Grand Paris en date du 1^{er} avril 2016,

Vu la délibération n°2014/04-01 portant installation du conseil municipal,

Considérant la nécessité de désigner les représentants du conseil municipal au sein la commission locale d'évaluation des charges territoriales (CLECT) de la Métropole du Grand Paris,

DELIBERE

Article 1:

Décide de procéder à la nomination des représentants suivants :

- un membre titulaire : Laurent Rivoire
- un membre suppléant : Dref Mendaci

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

ABSTENTION:	11	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » Miloud Gherras
POUR :	32	MAJORITÉ MUNICIPALE

La délibération est adoptée

4 - DIRECTION DES FINANCES

AFFECTATION DU RÉSULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF - BUDGET PRINCIPAL VILLE - EXERCICE 2015

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Le résultat net de clôture, après reports et régularisation de TVA sur cession immobilière de 323 473,47 euros, du Compte Administratif 2015, est égal à 4 880 361,97 euros. Il convient d'affecter les résultats intermédiaires conformément à la législation.

Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2015 présente un excédent de 6 972 257,06 euros.

Le résultat d'investissement hors reports s'élève à 70 282,65 euros.

Les reports quant à eux font apparaître 3 942 166,87 euros en dépenses et 2 103 462,60 euros en recettes soit une solde de - 1 838 704,27 euros.

Le besoin de couverture de la section d'investissement avec intégration des reports s'élève donc à - 1 768 421,62 euros.

En retraitant ce montant suite à la régularisation de TVA, le résultat d'investissement présente un déficit de - 2 091 895,09 euros.

Conformément à la réglementation en vigueur ce déficit constaté doit être couvert par un prélèvement opéré sur le résultat de fonctionnement.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'affecter le résultat de fonctionnement de 6 972 257,06 euros de la façon suivante :

- 2 091 895,09 euros au compte 1068 "*Excédents de fonctionnement capitalisés*", en recettes d'investissement.
- Le solde de 4 880 361,97 euros au compte 002 "*Résultat de fonctionnement reporté*", en recettes de fonctionnement.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2121-29 et L 2122-21,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14, qui prévoit l'affectation du résultat de fonctionnement au vu du compte administratif,

Vu la délibération n° 2016/06-03 du 23 juin 2016 approuvant le compte administratif 2015,

Considérant le résultat net de clôture après reports du compte administratif 2015 de 4 880 361,97 euros,

Considérant le résultat de fonctionnement de 6 972 257,06 euros et le solde d'exécution d'investissement de 70 282,65 euros,

Considérant l'état des restes à réaliser d'investissement arrêté par monsieur le Maire au 31 décembre 2015 et visé par le Trésorier Municipal, qui présente un solde de - 1 838 704,27 euros,

Considérant la régularisation de TVA sur cession immobilière de 323 473,47 euros,

Considérant que le compte administratif 2015 dégage en conséquence un déficit de financement en section d'investissement de - 2 091 895,09 euros,

La Commission des Finances consultée,

DELIBERE

Article 1 :

D'affecter le résultat d'exploitation de 6 972 257,06 euros comme suit :

- 1068 "Excédents de fonctionnement capitalisés" pour 2 091 895,09 euros,
- 002 "Résultat de fonctionnement reporté" pour 4 880 361,97 euros.

Article 2 :

Ces affectations de résultats de l'exercice 2015 seront inscrites dans la décision modificative n°1 du budget principal 2016.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

POUR :	32	MAJORITÉ MUNICIPALE
CONTRE :	11	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » Miloud Gherras

La délibération est adoptée

5 - DIRECTION DES FINANCES

APPROBATION DU RAPPORT DE LA C.L.E.C.T.

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Depuis la création au 1^{er} janvier 2016 de l'Établissement Public Territorial « Est Ensemble », la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.), établie selon les dispositions de la Loi NOTRe, s'est réunie le 15 juin dernier.

En 2016, la CLECT a réalisé l'évaluation des charges nettes transférées au titre des compétences « déchets » et « cohésion sociale ».

Conformément à la réglementation en vigueur, le rapport de la C.L.E.C.T. doit être soumis à l'approbation du Conseil Municipal,

Aussi, Il est donc demandé au Conseil Municipal d'adopter le rapport de la CLECT qui lui est présenté en annexe.

DELIBERATION

Le Conseil Municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-5,

Vu le Code général des impôts, notamment son article 1609 nonies C,

Vu le rapport écrit du 15 juin 2016 de la C.L.E.C.T sur l'évaluation des charges nettes transférées au titre des compétences « déchets » et « cohésion sociale » à l'Établissement Public Territorial « Est Ensemble » par les Communes membres ;

La Commission Finances consultée,

DELIBERE

Article 1 :

Adopte le rapport de la Commission d'évaluation des charges transférées, relatif à l'évaluation des charges transférées au titre des compétences « déchets » et « cohésion sociale » à l'Établissement Public Territorial « Est Ensemble » par les Communes membres.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

6 - DIRECTION DES FINANCES

APPROBATION DES MODALITÉS ADOSSÉES À LA RÉVISION "SECONDE PART" DU F.C.C.T.

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Conformément à l'article L. 5219-5-XII du code général des collectivités territoriales, le Conseil de Territoire a créé une commission locale d'évaluation des charges territoriales (C.L.E.C.T) par délibération n°2016-01-19-2 du 19 janvier 2016.

Cette commission remplace la commission locale des charges transférées, créée auprès de la Communauté d'Agglomération, conformément à l'article 1609 nonies C du code général des impôts.

L'organisation et la composition de cette commission sont précisées de manière très succincte par le nouvel article L. 5219-5 du code général des collectivités territoriales.

De 2016 à 2020, pour Est Ensemble, le fonds de compensation des charges territoriales (F.C.C.T.) reversé par chaque commune comporte une première fraction, essentiellement assise sur la fiscalité des ménages préalablement perçue par la Communauté d'Agglomération.

A l'intérieur de cette première fraction, on distingue deux parts :

A - La première part dite « de droit commun » ou « fiscale ».

Elle correspond au montant de fiscalité additionnelle sur les ménages (taxe d'habitation, taxes foncières) perçue par l'EPCI préexistant, majorée de la « Dotation Compensation Parts Salaires » (D.C.P.S.).

- La fiscalité sur les ménages correspond aux données de l'année 2015, auxquelles s'applique le coefficient de revalorisation annuel déterminé par la Loi de finances (soit 1% pour l'année 2016). On peut déterminer que la base fiscale prise en compte est celle identifiée sur l'état 1288 de l'année 2015 pour chacune des villes.
- La compensation de la part salaires correspond à une somme, notifiée par la Métropole, qui est versée aux villes puis, strictement à l'identique, versée par celles-ci à Est-Ensemble. Celle-ci étant versée depuis 2010 directement à Est Ensemble, l'option privilégiée par la Métropole du Grand Paris pour sa répartition (notifiée à Est-Ensemble) est de retenir la répartition de la D.C.P.S (dotation compensation part salaires) telle qu'elle apparaît dans les fiches de dotation globale de fonctionnement des communes en 2011.

Cette première part est déterminée par un ensemble de calculs, et votée à la majorité des communes membres. C'est la raison pour laquelle une simple notification a été réalisée de l'E.P.T. aux villes le 9 mars 2016, notamment sur la base des éléments préalablement notifiés par la Métropole (D.C.P.S. essentiellement).

La première part donne lieu à un versement mensuel à Est-Ensemble, puisqu'elle est assise sur des ressources qui seront versées mensuellement aux villes.

B - La seconde part, dite de « révision » ou encore d'« équilibre budgétaire ».

Elle a pour objectif de tenir compte du besoin de financement de l'E.P.T.

- Cette révision ne peut intervenir qu'après avis de la commission locale d'évaluation des charges territoriales de l'E.P.T, dont la réunion s'est tenue le 15 juin 2016.
- La révision de la fraction de droit commun du F.C.C.T ne peut avoir pour effet de minorer ou de majorer la contribution de chaque commune de plus de 15% du produit de la taxe d'habitation et des taxes foncières perçues au profit de l'EPCI préexistant sur le territoire au 31 décembre 2015.

Cette seconde part participe au pacte financier qui unit Est-Ensemble et ses Villes. Son encadrement positionne une limite qui garantit les villes, mais qui contraint les choix budgétaires de mutualisation.

	limite maximale
	calcul du + ou - 15% (sur base 2015)
	(TH+TFNB) *0,15
BAGNOLET	668 236,65 €
BOBIGNY	774 723,45 €
BONDY	827 722,50 €
LE PRE-SAINT-GERVAIS	323 502,45 €
LES LILAS	546 598,80 €
MONTREUIL	2 045 880,15 €
NOISY-LE-SEC	697 188,00 €
PANTIN	1 158 010,20 €
ROMAINVILLE	435 567,00 €
	7 477 429,20 €

Le montant de cette part de F.C.C.T est :

- déterminé par la C.L.E.C.T : il s'agit d'une décision portant sur la fixation du montant.
- la répartition de cette part du F.C.C.T doit être soumise à la C.L.E.C.T pour avis.

La C.L.E.C.T s'est donc réunie le 15 juin dernier pour se prononcer sur les données suivantes :

- Le montant nécessaire à l'équilibrage du budget d'Est-Ensemble a été évoqué dans le cadre du débat budgétaire et finalisé dans le budget primitif 2016 de l'E.P.T. La C.L.E.C.T a fixé celui-ci à 2.5 M€.
- Diverses possibilités existent pour répartir la contribution des villes. La C.L.E.C.T a donné un avis favorable sur l'hypothèse suivante, basée sur des données actualisées sur la fiche F.P.I.C 2015 :

Origine des données : mode de calcul travaillé fin 2015 - début 2016 - Comité des DGS							
	potentiel financier			revenus		Répartition 50% potentiel financier 50% revenu par habitant	
	donnée	en %	répartition 1 M€	données	répartition 1 M€	2,5 M€	
BAGNOLET	1389,82	9,34%	93 417,68 €	11 583,59	86 935,70 €	225 441,73 €	
BOBIGNY	1487,15	13,78%	137 814,68 €	8 623,09	89 225,31 €	283 799,99 €	
BONDY	935,23	9,44%	94 354,27 €	9 941,25	111 987,25 €	257 926,90 €	
LE PRE-SAINT-GERVAIS	957,95	3,31%	33 118,88 €	12 398,86	47 862,90 €	101 227,23 €	
LES LILAS	1181,22	5,22%	52 234,59 €	16 264,22	80 305,47 €	165 675,08 €	
MONTREUIL	1348,75	26,80%	268 045,78 €	13 279,66	294 678,83 €	703 405,76 €	
NOISY-LE-SEC	1076,98	8,24%	82 430,10 €	11 136,43	95 171,87 €	222 002,46 €	
PANTIN	1740,2	17,72%	177 240,80 €	11 646,44	132 447,02 €	387 109,78 €	
ROMAINVILLE	1261,15	6,13%	61 343,22 €	11 302,71	61 385,65 €	153 411,09 €	
			1 000 000,00 €		1 000 000,00 €	2 500 000,00 €	

Ces modalités dites de révision du F.C.C.T doivent faire l'objet de délibérations concordantes de chaque ville avec l'EPT Est-Ensemble.

Aussi, Il est donc demandé au Conseil Municipal d'approuver le montant du F.C.C.T. dénommée « d'équilibre budgétaire » dont le montant s'établit à hauteur de 222 002,46 euros pour la ville de Noisy-le-Sec.

PROJET DE DELIBERATION

Le Conseil Municipal,

Vu la loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,

Vu l'article L. 5219-5 du code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n° 2015-1661 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Romainville,

Vu la loi de finances décembre 2015,

Vu la délibération n°2016-01-19-2 du 19 janvier 2016 portant création de la Commission locale d'évaluation des charges territoriales (C.L.E.C.T) auprès de l'E.P.T Est Ensemble et ses villes membres,

Vu le débat d'orientations budgétaires de l'E.P.T. Est Ensemble, qui s'est tenu le 16 février dernier, et le budget primitif pour l'année 2016, adopté par délibérations le 12 avril 2016,

Considérant l'avis rendu par la Commission locale pour l'évaluation des charges territoriales (C.L.E.C.T) le 15 juin 2016,

Considérant la nécessité d'adopter par délibérations concordantes avec les villes les modalités de révision de la fraction de FCCT pour l'année 2016,

DELIBERE

Article 1 :

Décide d'adopter les modalités de révision de la fraction de FCCT comme suit :

Sur la base des données actualisées sur la fiche FPIC de l'année 2015, la somme nécessaire à l'équilibre du budget d'Est-Ensemble est répartie à 50 % selon le potentiel financier et à 50% selon les revenus, conformément à la répartition par villes suivante :

		potentiel financier			revenus	
		donnée	en %	répartition 1 M€	données	répartition 1 M€
BAGNOLET		1389,82	9,34%	93 417,68 €	11 583,59	86 935,70 €
BOBIGNY		1487,15	13,78%	137 814,68 €	8 623,09	89 225,31 €
BONDY		935,23	9,44%	94 354,27 €	9 941,25	111 987,25 €
LE PRE-SAINT-GERVAIS		957,95	3,31%	33 118,88 €	12 398,86	47 862,90 €
LES LILAS		1181,22	5,22%	52 234,59 €	16 264,22	80 305,47 €
MONTREUIL		1348,75	26,80%	268 045,78 €	13 279,66	294 678,83 €
NOISY-LE-SEC		1076,98	8,24%	82 430,10 €	11 136,43	95 171,87 €
PANTIN		1740,2	17,72%	177 240,80 €	11 646,44	132 447,02 €
ROMAINVILLE		1261,15	6,13%	61 343,22 €	11 302,71	61 385,65 €
				1 000 000,00 €		1 000 000,00 €

Article 2 :

détermine donc la répartition de la somme nécessaire à l'équilibre du budget d'Est-Ensemble pour l'année 2016 comme suit :

		Répartition 50% potentiel financier 50% revenu par habitant)
		2,5 M€
BAGNOLET		225 441,73 €
BOBIGNY		283 799,99 €
BONDY		257 926,90 €
LE PRE-SAINT-GERVAIS		101 227,23 €
LES LILAS		165 675,08 €
MONTREUIL		703 405,76 €
NOISY-LE-SEC		222 002,46 €
PANTIN		387 109,78 €
ROMAINVILLE		153 411,09 €
		2 500 000,00 €

Article 3 :

Les crédits budgétaires feront l'objet d'une prévision lors de la décision modificative n° 1.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITE

La délibération est adoptée

7 - DIRECTION DES FINANCES

GARANTIE D'EMPRUNT EN FAVEUR DE FREHA RELATIVE À LA RÉHABILITATION DE LOGEMENTS SITUÉS AU 4-6-8 BOULEVARD DE LA RÉPUBLIQUE

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

L'association FREHA sollicite la garantie d'emprunt de la commune par son courrier du 29 avril 2016 portant sur l'opération de réhabilitation de 13 logements sociaux PLAI situés au 4-6-8, boulevard de la République à Noisy-le-Sec. Cette opération s'intègre dans le plan des actions agenda 21 de la ville par ses caractéristiques énergétiques et de protection de l'environnement ainsi que dans le programme de rénovation et de l'amélioration de l'habitat.

Rappel du contexte et détail de l'opération :

Afin de constituer le dossier de financement, l'emprunteur FREHA sollicite la garantie de la commune par un accord de principe lui permettant d'obtenir l'édition des contrats de prêt définitif auprès du prêteur de la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 726 400 euros.

Les principaux travaux comprennent l'isolation thermique des logements, le remplacement des menuiseries extérieures, la réfection et la mise aux normes des installations électriques et sanitaires, ainsi que la réalisation du programme de mise aux normes de sécurité des parties communes, par la réfection des escaliers et main courantes, desservant les logements, des colonnes de distribution de gaz et d'électricité.

Cela comprend notamment :

- Changement des chaudières
- Réfection des cuisines et des salles d'eau
- Réfection de l'électricité
- Changement des fenêtres vétustes
- Mise en oeuvre d'une ventilation mécanique
- Réfection de la plomberie
- Isolation par l'intérieur des parois froides
- Embellissements
- Sécurisation des portes palières
- Mise en oeuvre de détecteurs de fumées

Le Plan de financement de l'opération se décompose comme ci dessous : (ressources)

- Subvention Collecteurs du 1% pour 225 000 € soit 17,59%
- Subvention Etat de 199 871 € soit 15,62%
- Subvention Autres de 127 921 € soit 10%
- Total des prêts CDC pour 726 400 € soit 56,79%
- Fonds propres pour 17 € soit 0 %

Soit un total de l'opération à hauteur de 1 279 209 euros.

En contrepartie de la garantie apportée par la commune, la société s'engage à lui réserver 4 logements dont une annexe précisant les références des logements susvisés est jointe à la convention.

Il est demandé au conseil municipal de garantir les emprunts sollicités par l'association FREHA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 726 400 euros et d'autoriser Monsieur le Maire, à signer toutes les pièces afférentes à cette garantie.

DELIBERATION

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu la sollicitation formulée par l'association FREHA en date du 29 avril 2016 concernant la garantie communale à hauteur de 100% du montant à emprunter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer l'opération de réhabilitation de 13 logements sociaux PLAI située au 4-6-8, boulevard de la République située à Noisy-le-Sec,

Vu le contrat de prêt n°53268 en annexe signés entre FREHA, ci après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations,

Considérant les modalités de garanties d'emprunts présentées dans la demande de l'association FREHA tendant à obtenir la garantie financière de la Ville du montant total emprunté de sept cent vingt six mille quatre cents euros (726 400 euros),

La commission des finances consultée.

DELIBERE

Article 1 :

La commune de Noisy-le-Sec accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement des prêts d'un montant total de sept cent vingt six mille quatre cents euros (726 400 euros) souscrits par l'association FREHA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 53268.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

8- GARANTIE D'EMPRUNT EN FAVEUR DE NOISY LE SEC HABITAT

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Suite au vote à l'unanimité de ses membres de la délibération du Conseil d'administration de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat du 8 septembre 2016 et comme le font régulièrement de nombreux autres bailleurs sociaux de notre région envers leurs collectivités, la SAEM Noisy-Le-Sec Habitat sollicite la garantie communale pour le financement de travaux d'amélioration de son patrimoine engagé en 2014 dans le cadre de sa politique de travaux de rénovation et de sécurisation de son patrimoine noiséen. Une partie de ces travaux est financée par un emprunt pour lequel la SAEM sollicite aujourd'hui la garantie de la Ville de Noisy-Le-Sec pour un montant global de huit cent quatre-vingt-treize mille euros (893.000 euros).

Affecté à un prêt bancaire d'ARKEA dans la cadre de ces travaux de sécurisation, de résidentialisation et d'amélioration réalisés en 2014 sur son patrimoine conventionné et non conventionné, les caractéristiques de cet emprunt seraient les suivants :

- Un montant global de 893.000 euros, à souscrire pour une durée de 15 ans, au taux fixe de 1,69% l'an, portant sur les programmes suivants :

7 et 9 rue Pierre-Brossolette
12 et 14 rue Adrien-Damoiselet
13 et 17 rue Béthisy
12, 14 et 19 rue Paul-Verlaine
21-23 boulevard Michelet

Comme pour toute société d'économie mixte immobilière, l'organisme prêteur subordonne son concours à la condition que le remboursement de l'emprunt sollicité par la SAEM Noisy-le-Sec Habitat soit garanti par la Commune.

Dans ces conditions, il est demandé au Conseil Municipal de garantir l'emprunt sollicité par la SAEM Noisy-le-Sec Habitat auprès d'ARKEA d'un montant de 893.000 euros relatif au financement de ces travaux d'amélioration.

DELIBERATION

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article R. 2298 du Code Civil,

Vu la demande formulée par la SAEM Noisy-le-Sec Habitat en date du 09/09/2016 relative au financement de ces travaux d'amélioration auprès d'ARKEA,

Considérant les modalités de garanties d'emprunts présentées dans la demande de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat tendant à obtenir la garantie financière de la Ville à hauteur de 100% du montant emprunté de huit cent quatre-vingt-treize mille euros (893.000 euro),

La commission des finances consultée,

DELIBERE

Article 1 :

La commune de Noisy-le-Sec accorde sa garantie pour le remboursement aux conditions définies à l'article 2 ci-après de l'emprunt d'ARKEA au profit de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat.

La présente garantie est accordée à hauteur de 100% du montant emprunté de huit cent quatre-vingt-treize mille euros (893.000 euros).

Article 2 :

Les caractéristiques du prêt consenti par ARKEA sont les suivantes :

Montant du prêt : 893.000 euros

Durée de la période d'amortissement : 15 ans
Amortissement : progressif
Périodicité des échéances : trimestrielle
Conditions financières : taux fixe de 1,69% l'an (base 30/360)

Article 3 :

La garantie de la Commune est accordée pour la durée totale du prêt et porte sur 100% des sommes contractuellement dues par la SAEM Noisy-le-Sec Habitat qui ne seraient pas acquittées à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par ARKEA, la collectivité s'engage à se substituer à la SAEM Noisy-le-Sec Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut nécessaire à ce règlement.

Article 4 :

Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts à la hauteur de 100% garanti.

Article 5 :

Le conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre ARKEA et la SAEM Noisy-le-Sec Habitat.

Article 6 :

Le conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à la convention relative aux conditions de la garantie entre la Ville et la SAEM Noisy-le-Sec Habitat.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

POUR :	31	MAJORITÉ MUNICIPALE
CONTRE :	12	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Dulcinée Avril, Miloud Gherras

La délibération est adoptée

9 - DIRECTION DES FINANCES

DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE DE FRANCE POUR LE GROUPE SCOLAIRE JEAN RENOIR

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Le Conseil Régional d'Île-de-France a adopté, par délibération en date du 17 mars 2016, un dispositif de soutien pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques.

Ce dispositif s'inscrit dans le cadre du Contrat de Plan État Région.

Au titre des critères d'éligibilité, dont notamment les équipements de proximité indispensables à l'arrivée de nouveaux habitants (création ou amélioration), la ville de Noisy-le-Sec souhaite déposer un dossier de candidature pour le groupe scolaire Jean Renoir situé au sein de la ZAC de l'Ourcq.

Le coût prévisionnel de la totalité du projet s'établit à hauteur de 15 475 402 € H.T.

La subvention allouée est plafonnée à 30 % du montant des travaux dans la limite de 4 000 000 euros.

En conséquence, et dans le cadre du financement du groupe scolaire Jean Renoir, il est demandé au conseil municipal d'autoriser monsieur le Maire à solliciter une subvention à hauteur de 4 000 000 euros et à signer la convention « cadre ».

DELIBERATION

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 2122-21,

Vu la délibération n° CR 90-16 du 16 juin 2016 du Conseil régional d'Île-de-France sur l'aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques,

Vu le budget communal,

Considérant la réalisation de la construction du groupe scolaire Jean Renoir,

Considérant le soutien financier du Conseil Régional d'Île-de-France relatif à l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques,

La Commission des Finances – Développement économique consultée,

DELIBERE

Article 1 :

Autorise monsieur le Maire à solliciter auprès du Conseil Régional d'Île-de-France une subvention relative au financement du groupe scolaire Jean Renoir dont le coût prévisionnel s'élève à 15 475 402 euros HT.

Article 2 :

Le montant de la subvention sollicitée est de 4 000 000 euros.

Article 3 :

Le conseil municipal autorise monsieur le Maire à signer la convention-cadre relative au projet.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

10 - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ÉCONOMIQUE

ADHÉSION DE LA VILLE À L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DU PROLONGEMENT DE LA LIGNE 9 DU MÉTRO – APPROBATION DES STATUTS

Rapporteur : Monsieur Olivier DELEU

On doit le lancement des travaux du prolongement de la ligne 11 du métro en grande partie à la grande mobilisation politique des élus du territoire qui s'étaient constitués en association – l'APPL11 – au début des années 2000. Grâce à elle, ils ont pu parler d'une seule voix et se faire entendre des instances de décision. Aujourd'hui, c'est avec la même logique qu'il est proposé de créer l'Association pour la Promotion du Prolongement de la Ligne 9 du métro (APPL9).

Le prolongement de cette ligne jusqu'à la station Hôpital de la ligne 11 n'est actuellement pas prévu par le Syndicat des Transports d'Île-de-France (STIF). Ce projet n'apparaît d'ailleurs pas dans le Plan de déplacements urbains d'Île-de-France (PDUIF), qui fait office de document de référence en matière de transports en commun. L'inscription de la ligne 9 dans ce document sera donc l'une des priorités de l'association, car elle est nécessaire pour que le STIF accepte de lancer des études et de débloquent des financements.

Créer cette association permettra de lancer une dynamique et d'élaborer une stratégie de promotion de ce projet. Il nous faut démontrer que le prolongement de la ligne 9 est nécessaire pour ce territoire, et qu'il sera porteur d'un développement urbain important, à la fois utile pour les communes traversées, mais aussi pour la Métropole du Grand Paris dans son ensemble.

La présente délibération vise à approuver les statuts de l'APPL9 et à permettre au Maire de faire adhérer la Ville à cette association dès qu'elle sera officiellement créée.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis du Conseil d'État du 11 mars 1958 qui a reconnu aux communes le droit d'adhérer à une association dans la mesure où son objet répond à un intérêt communal,

Considérant que le prolongement de la ligne 9 participerait au désenclavement et au renouveau urbain du quartier de la Boissière,

Considérant que ce projet améliorerait le lien du quartier de la Boissière avec le centre-ville de Montreuil,

Considérant que ce projet assurerait une interconnexion entre la ligne 11 et la ligne 9 du métro et améliorerait ainsi le maillage du réseau de transports en commun d'Île-de-France,

Considérant que le prolongement de la ligne 9 améliorerait la desserte de l'Hôpital André Grégoire,

Considérant le besoin des différents partenaires de se rassembler en une association pour promouvoir plus facilement ce projet,

Considérant l'exemple réussi de l'APPL11,

DELIBERE

Article 1 :

Décide d'adhérer à l'Association de Promotion du Prolongement de la Ligne 9 du métro.

Article 2 :

Approuve le projet de statuts de l'Association pour la Promotion du Prolongement de la Ligne 9 du métro, joint en annexe.

Article 3 :

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant habilité, à signer l'acte à intervenir dès que la présente délibération sera exécutoire.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITE

La délibération est adoptée

11 - DIRECTION DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT

APPROBATION DE L'AVENANT DE CLÔTURE DES PROJETS DE RÉNOVATION URBAINE DU LONDEAU ET DE LA BOISSIÈRE

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

Contexte général :

La convention ANRU signée le 5 février 2008 a permis la mise en oeuvre d'interventions lourdes sur les espaces extérieurs, publics et privés, l'offre de logements et l'apport de nouvelles fonctions dans les quartiers du Londeau et de la Boissière. Ces opérations ont amorcé visiblement la transformation de ces deux secteurs.

La convention ANRU, au fur et à mesure de sa mise en oeuvre a fait l'objet de deux avenants, visant à procéder à des ajustements, selon les orientations urbaines et opérationnelles retenues ou les contraintes financières (opération d'intérêt local avec des financements restreints). Pour mémoire :

- l'avenant n°1, signé le 4 février 2011, portait sur la fusion absorption du Foyer Noiséen par la SADIF, la réactualisation du foncier sur le quartier du Londeau, modifiait et complétait les opérations de reconstitution de l'offre pour la SADIF et LOGIREP, au titre du « un pour un ».
- l'avenant n°2, signé le 12 septembre 2012, portait sur la fusion entre la SADIF et Immobilière 3F, et intégrait à la convention initiale l'opération isolée sur le quartier de la Boissière.

L'objet du présent avenant est de procéder à la clôture de la convention ANRU. En effet, toutes les opérations étant bien avancées, achevées ou en voie d'achèvement, cet avenant de clôture stabilise le programme d'intervention mis en oeuvre et fait état des derniers ajustements réalisés.

Dans un souci de transition vers le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), dont bénéficiera à nouveau le Londeau (quartier d'intérêt national) et Centre-ville Béthisy (quartier d'intérêt régional), il est important que le précédent programme soit stabilisé avec l'ensemble des partenaires, pour faciliter le bilan du PRU1 et le lancement des études urbaines relatives aux nouvelles opérations qui seront menées dans le cadre du PRU2. Cet avenant de clôture permet d'acter et de formaliser avec l'ensemble des partenaires le contenu définitif du PRU1.

Pour information, les dossiers concernant le Londeau et Centre-ville Béthisy ont été présentés au Comité d'Engagement de l'ANRU le 4 juillet 2016 et les études urbaines correspondantes devront être lancées avant la fin de l'année après délibération prochaine en Conseil Municipal.

Modifications apportées dans le cadre de l'avenant de clôture :

1/ Sur le quartier du Londeau

Les travaux d'aménagement et de résidentialisations menées conjointement par la Ville et le bailleur Logirep ont démarré à l'été 2015 et permettent l'ouverture et le désenclavement du quartier et la requalification des espaces extérieurs. Dès la rentrée, le mail piéton sera accessible et permettra un accès direct en cœur de quartier depuis la rue de Brément.

Les constructions neuves sont toutes lancées, 55 logements sociaux ont été livrés en 2013, 100 logements sociaux seront livrés à la rentrée 2016 et les opérations de logements restantes (89 logements sociaux et 46 logements en accession sociale) devront être livrés à la mi-2017. En pied d'immeuble, 5 nouvelles cellules commerciales sont en cours de réalisation, les attributions sont en cours.

LOGIREP lancera à la rentrée 2016 les travaux de réhabilitations de la barre Verlaine avec une reprise des façades et la restructuration des logements en pignon (création de 23 logements supplémentaires, en transformant les T5 en T2 et T3).

La fin du PRU1 du Londeau est prévue pour l'automne 2017, toutes opérations confondues.

A l'avancement des opérations, des modifications ont été apportées sur le **volet constructions neuves**. La programmation définitive de construction de logements est composée de la manière suivante (en italique les opérations réalisées dans le cadre de l'ANRU, les autres étant réalisées hors convention ANRU) :

	PLUS	PLAI	PLS	Accession sociale
Projet des boxes (135 logements)	0	0	89	46
<i>Rue de Brément - Phase 1 (55 logements)</i>	55	0	0	0
<i>Rue de Brément - Phase 2 (100 logements)</i>	0	14	86	0
Restructuration Verlaine (23 logements)	0	0	23	0
TOTAL	55	14	198	46

Soit un total d'offre neuve, tous financements confondus, de 313 logements sur le quartier du Londeau. Cette programmation permet l'introduction de mixité sociale au sein du quartier grâce à une première opération en accession sociale.

Concernant la reconstitution de l'offre de logements, présentant le principe d'un logement reconstruit pour tout logement démolit soit 101 logements sur le Londeau et 20 logements à la Boissière, le bilan des constructions fait état d'une opération de 16 logements non réalisée. Ces 16 logements, n'ayant pas pu être réalisés dans le cadre de l'ANRU1, seront intégrés à la programmation de logements du NPNRU. Hormis ces 16 logements, les 105 logements restants ont été reconstruits, principalement à Noisy-le-Sec.

Enfin, faute de moyens financiers mobilisables, certaines opérations sont modifiées ou supprimées et seront remises en perspective dans le cadre du NPNRU, ce qui permettra de mobiliser davantage de financements et de revoir à la hausse les ambitions du projet. C'est le cas notamment de l'opération de résidentialisation / réhabilitation de la barre Baudelaire qui est annulée. Le bailleur social LOGIREP envisage sa démolition à court terme dans le cadre du NPNRU et a ainsi sollicité auprès de l'ANRU un démarrage anticipé de cette démolition.

2/ Sur le quartier de la Boissière

Le projet de rénovation urbaine de la Boissière, initié en 2011 est aujourd'hui largement avancé. I3F a livré en fin 2015, 27 logements sociaux en entrée de quartier. En rez-de-chaussée, trois cellules commerciales ont été livrées. Les travaux sont en cours pour l'installation d'une supérette et d'un boulangerie, cette dernière devrait ouvrir à la rentrée 2016.

20 logements en accession sociale rue de l'Avenir seront livrés à l'automne prochain et ont permis d'introduire de la mixité sociale au sein du quartier.

La « Place des Provinces » a été livrée au printemps 2016 et constitue un véritable lieu de vie et de rencontres. Les travaux d'aménagements extérieurs, réalisés conjointement par la Ville et I3F se poursuivent. Les rues de l'Avenir, Einstein et Anjou devraient être complètement requalifiées avant fin 2016.

I3F devrait terminer la première phase de travaux à la rentrée 2016 (secteur Anjou, Berry et Artois – 202 logements) et démarrer avant fin 2016 la deuxième phase de réhabilitations et résidentialisations (secteur Normandie, Saint-Martin – 90 logements) et début 2018 la troisième et dernière phase (Bourgogne, Anjou, 66 logements).

La fin des travaux, toutes opérations confondues, est prévue pour fin 2018.

L'avenant de clôture sur le quartier de la Boissière modifie le nombre de logements résidentialisés bénéficiant de la subvention ANRU. Pour des questions de contraintes d'engagement financier, la subvention ANRU portera sur 240 logements au lieu de la totalité du parc. I3F maintient les opérations de résidentialisation à l'identique sur le restant du parc, soit 117 logements mais hors financement ANRU.

La maquette financière mise à jour est annexée à l'avenant de clôture pour stabiliser les lignes inscrites des différentes opérations, tant sur les montants financiers que sur les calendriers.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'approuver le projet d'avenant de clôture et la maquette correspondante et d'autoriser Monsieur le Maire à procéder à la signature des documents correspondants.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-29,

Vu la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la Ville et la rénovation urbaine,

Vu la délibération n°2008/02-01 en date du 4 février 2008 approuvant le protocole de programmation d'une opération isolée de rénovation urbaine sur le quartier du Londeau,

Vu la délibération n°2011/01-23 en date 13 janvier 2011 approuvant l'avenant n°1 du protocole de programmation d'une opération isolée de rénovation urbaine sur le quartier du Londeau,

Vu la délibération n°2011/12-010 en date du 15 décembre 2011 approuvant l'avenant n°2 du protocole de programmation d'une opération isolée intégrant le projet du quartier de la Boissière,

Vu le compte-rendu du comité de pilotage du PRU du 1^{er} juillet 2016, actant les points à inscrire dans l'avenant de clôture,

Vu le projet d'avenant annexé à la présente délibération,

Considérant que les programmes d'intervention sur les quartiers du Londeau et de la Boissière sont stabilisés,

Considérant que l'ensemble des opérations de rénovation urbaine ont démarré et que la plupart sont terminées ou en voie d'achèvement,

Considérant la nécessité de formaliser avec l'ensemble des partenaires la sortie de la convention ANRU.

DELIBERE

Article 1 :

Approuve le projet d'avenant de clôture de la convention de rénovation urbaine des quartiers du Londeau et de la Boissière.

Article 2 :

Autorise monsieur le Maire ou son représentant à signer au nom et pour le compte de la ville de Noisy-le-Sec, ledit avenant.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

ABSTENTION:	11	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » Miloud Gherras
POUR :	32	MAJORITÉ MUNICIPALE

La délibération est adoptée

12 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

PROTECTION FONCTIONNELLE DE MILOUD GHERRAS

Rapporteur : Madame Marie-Rose HARENGER

La protection fonctionnelle est un principe général du droit qui confère au maire et aux élus municipaux le bénéfice, dans le cadre de leurs fonctions, d'une protection contre les atteintes volontaires à l'intégrité de la personne, les violences, les agissements constitutifs de harcèlement, les menaces, les injures, les diffamations ou les outrages dont il pourrait être victime. Les frais qui sont la conséquence de cette atteinte sont alors pris en charge par la collectivité, dont l'élu est le représentant, dans la limite du préjudice subi.

Le 19 juillet 2016, Miloud Gherras a été victime d'une agression par arme à feu en bande organisée. Plus précisément, des individus dont l'un est aujourd'hui identifié, ont ouvert le feu sur Miloud Gherras alors que celui-ci se trouvait sur un parking du quartier du Londeau à Noisy-le-Sec. Par la suite, aussi bien le maire que les médias ont identifié cette agression non seulement comme une violence envers un habitant de Noisy-le-Sec mais également comme l'atteinte à un élu de la République et à un conseiller municipal noiséen.

Le 14 septembre 2016, Miloud Gherras a demandé au maire de bénéficier de la protection fonctionnelle pour les faits dont il a été victime le 19 juillet 2016. Dans sa demande, M. Gherras souligne le fait qu'au moment de son agression, il discutait avec les habitants d'affaires relatives à la vie du quartier.

L'ensemble des éléments fournis par Miloud Gherras laissent à penser que ce dernier a été agressé dans le cadre de ses fonctions d'élu noiséen et parce qu'il est conseiller municipal.

Il est en conséquence proposé au conseil municipal d'accorder la protection fonctionnelle à Miloud Gherras demandée le 14 septembre 2016, pour l'agression dont il a été victime le 19 juillet 2016.

DELIBERATION

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2123-35 et L. 2121-29,

Considérant l'agression dont a été victime Miloud Gherras le 19 juillet 2016,

Considérant la demande de protection fonctionnelle sollicitée par Miloud Gherras le 14 septembre 2016,

Considérant le fait que Miloud Gherras indique avoir été agressé dans le cadre de ses fonctions et en raison de sa qualité de conseiller municipal,

Considérant la nécessité d'assurer la protection des élus dans le cadre de leur fonction et de réparer le préjudice subi lorsqu'ils sont victimes de violence,

Article 1 :

Accorde la protection fonctionnelle à Miloud Gherras pour l'agression dont il a été victime le 19 juillet 2016.

Article 2 :

Autorise le maire à signer tous les actes et conventions inhérents à la protection fonctionnelle de M. Gherras.

Article 3 :

Les frais qui sont la conséquence directe de l'agression de M. Gherras du 19 juillet 2016 seront pris en charge par le budget de la ville dans la limite des demandes de M. Gherras et sous réserve de la production des éléments nécessaires à la prise en charge de ces frais, qui ne pourront excéder le préjudice subi.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

M. Lefebvre qui dispose du pouvoir de M. Gherras, ne prend pas part au vote au nom et pour le compte de ce dernier.

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

13 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

PROTECTION FONCTIONNELLE DU MAIRE

Rapporteur : Madame Marie-Rose HARENGER

Aux termes de l'article L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales :

« Le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la commune conformément aux règles fixées par le code pénal, les lois spéciales et le présent code. La commune est tenue de protéger le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté ».

Le 25 juillet 2016, monsieur Miloud Gherras a mis en cause monsieur Laurent RIVOIRE en laissant entendre que monsieur le Maire aurait une responsabilité dans la fusillade dont il a fait l'objet. Ainsi, le communiqué de presse qu'il a publié est intitulé « *Tentative d'assassinat sur un élu de la République par des proches du Maire de Noisy-le-Sec Laurent Rivoire* ». Tout le texte de ce communiqué de presse cherche à montrer que monsieur Laurent Rivoire pourrait être à l'origine de cette agression.

Le 26 juillet 2016, ces propos ont été largement diffusés car ils ont été repris dans un article du parisien.

Il ressort bien de ce tract que c'est monsieur Laurent RIVOIRE, en sa qualité de maire de Noisy-le-sec, qui est visé par des propos d'une extrême gravité.

Ces propos non fondés visent de toute évidence à porter atteinte à son honneur et à sa réputation.

Afin que monsieur le maire puisse assurer sa défense dans cette affaire, il est demandé au conseil municipal de lui accorder la protection fonctionnelle prévue à l'article L. 2123-35 précité.

DELIBERATION

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2123-35 et L. 2121-29,

Considérant les attaques diffamatoires portées par M. Miloud Gherras à l'encontre de monsieur le maire dans un communiqué de presse du 25 juillet 2016,

Considérant la demande de protection fonctionnelle de monsieur le maire,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de se prononcer sur cette demande,

DELIBERE

Article 1 :

Accorde la protection fonctionnelle à monsieur le maire dans le cadre de cette affaire.

Article 2 :

Les frais qui seront nécessaires pour assurer la défense de monsieur le maire (huissier, consignation, honoraires d'avocat...) seront pris en charge par la commune et sont inscrits au budget 2016 de la ville.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Le maire ne prend ni part au débat ni part au vote.

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

La séance est suspendue de 21h32 à 21h33.

14 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

SIFUREP : ADHÉSION NOUVEAUX MEMBRES

Rapporteur : Madame Marie-Rose HARENGER

Syndicat mixte créé en 1905, le SIFUREP a pour missions d'organiser, de gérer et de contrôler le service public funéraire pour les collectivités adhérentes.

A l'écoute des évolutions sociales, humaines et culturelles qui influencent nécessairement l'action publique funéraire et les pratiques professionnelles des acteurs du service funéraire, le SIFUREP exerce ses missions avec le souci constant de répondre aux besoins des familles endeuillées et des communes.

Dans cet objectif, il veille à l'amélioration continue de l'accueil des familles des défunts, à l'accessibilité de tous à un service extérieur des pompes funèbres et à des infrastructures de qualité à un prix maîtrisé.

Il accompagne et conseille également les collectivités et leurs services dans l'application des réglementations et dans l'information des administrés sur les services et les équipements funéraires à leur disposition.

Le SIFUREP compte aujourd'hui 82 collectivités adhérentes et plus de 3 500 000 habitants sur son territoire.

Les compétences exercées par le SIFUREP sont les suivantes:

- Service extérieur des pompes funèbres
- Equipements funéraires : crématoriums et sites cinéraires
- Compétence cimetière

Par délibération en date du 12 avril 2016, l'Établissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris a demandé son adhésion au SIFUREP au titre des compétences « Service extérieur des pompes funèbres » et « crématoriums et sites cinéraires ».

D'autre part, les communes d'Aulnay-sous-Bois, Gonesse et Saint-Maurice ont demandé leur adhésion, par délibérations respectives en dates du 27 janvier 2016, 24 mai 2016 et 7 juin 2016, à la compétence « Service extérieur des pompes funèbres ».

Enfin, le Syndicat d'Équipement et d'Aménagement des Pays de France et de l'Aulnoye (SEAPFA) a, par délibération du 13 avril 2016, demandé son adhésion à la compétence « Crématoriums et sites cinéraires ».

Lors de sa séance du 9 juin dernier, le comité syndical du SIFUREP a approuvé ces adhésions, à l'unanimité.

Il convient désormais que les adhérents se prononcent, conformément aux articles L5211-17 à L.5211-20 et L.5711-1 du Code général des collectivités territoriales, sur ces adhésions au syndicat.

L'extension du périmètre du syndicat sera ensuite prononcée par arrêté inter-préfectoral.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver ces adhésions,

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles, L.5211-17, L.5211-18, L.5711-1 et L.5721-2-1,

Vu les statuts du SIFUREP, approuvés par arrêté inter préfectoral n°2015335-0044 du 1er décembre 2015 portant adhésion des communes de Grigny (91), Bièvres (91), Rueil-Malmaison (92) et Mériel (95) au SIFUREP pour la compétence « service extérieur des pompes funèbres, crématoriums, sites cinéraires », et portant approbation des nouveaux statuts du syndicat,

Vu la délibération du conseil municipal de Saint-Maurice du 7 juin 2016 relative à l'adhésion au SIFUREP, au titre de la compétence « Service extérieur des pompes funèbres »,

Vu la délibération du Conseil municipal d'Aulnay-sous-Bois du 27 janvier 2016 relative à l'adhésion au SIFUREP au titre de la compétence « Service extérieur des pompes funèbres »,

Vu la délibération du Conseil municipal de Gonesse du 24 mai 2016 relative à l'adhésion au SIFUREP au titre de la compétence « Service extérieur des pompes funèbres »,

Vu la délibération du Comité syndical du Syndicat d'équipement et d'aménagement des Pays de France et de l'Aulnoye du 13 avril 2016 relative à l'adhésion au SIFUREP au titre de la compétence « Crématoriums et sites cinéraires »,

Vu la délibération du Conseil territorial de l'Établissement public territorial Vallée Sud-Grand Paris du 12 avril 2016 relative à l'adhésion au SIFUREP au titre des compétences « Service extérieur des pompes funèbres » et « Crématoriums et sites cinéraires »,

Vu la délibération du comité du SIFUREP n°2016-06-04 du 9 juin 2016 relative à l'adhésion de la commune de Saint-Maurice,

Vu la délibération du comité du SIFUREP n°2016-06-06 du 9 juin 2016 relative à l'adhésion de la commune d'Aulnay-sous-Bois,

Vu la délibération du comité du SIFUREP n°2016-06-07 du 9 juin 2016 relative à l'adhésion de la commune de Gonesse,

Vu la délibération du comité du SIFUREP n°2016-06-08 du 9 juin 2016 relative à l'adhésion du Syndicat d'Équipement et d'Aménagement des Pays de France et de l'Aulnoye,

Vu la délibération du comité du SIFUREP n°2016-06-05 du 9 juin 2016 relative à l'adhésion de l'Établissement public territorial Vallée Sud-Grand Paris,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve l'adhésion des communes de Saint-Maurice, Gonesse et Aulnay-sous-Bois au SIFUREP au titre de la compétence « Service extérieur des pompes funèbres »

Article 2 :

Approuve l'adhésion et du Syndicat d'Équipement et d'Aménagement des Pays de France et de l'Aulnoye au SIFUREP au titre de la compétence « Crématoriums et sites cinéraires ».

Article 3 :

Approuve l'adhésion de l'Établissement public territorial Vallée Sud-Grand Paris au SIFUREP au titre des compétences « Service extérieur des pompes funèbres » et « Crématoriums et sites cinéraires »

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

15 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

CONVENTION DE MANDAT ENTRE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL ET LES COMMUNES MEMBRES RELATIVE À DES COMPÉTENCES NOUVELLEMENT TRANSFÉRÉES AU 1ER JANVIER 2016

Rapporteur : Madame Marie-Rose HARENGER

La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République du 7 août 2015, dite loi NOTRe, a créé des « établissements publics territoriaux » dans le périmètre de la métropole du Grand Paris.

En application des dispositions de l'article L. 5219-5 du code général des collectivités territoriales, au 1^{er} janvier 2016, l'établissement public territorial Est Ensemble exerce de plein droit de nouvelles compétences parmi lesquelles :

- Politique de la ville : « animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de délinquance » ;
- Plan local d'urbanisme intercommunal dans les conditions prévues aux articles L. 134-1 à L. 134-9 du code de l'urbanisme. Le transfert de cette dernière compétence emporte possibilité pour l'établissement public territorial de poursuivre les procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme engagées avant le 31 décembre 2015. Est Ensemble entend poursuivre les procédures engagées à ce titre par les communes membres.

Dans un souci de continuité des dossiers concernés et de leur mise en œuvre, Est Ensemble et ses villes membres s'inscrivent aujourd'hui dans une démarche de transition douce de cette gouvernance.

A ce titre, Est Ensemble a proposé que soit confié à chacune des communes membres un mandat pour la poursuite des procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme et une partie de la mise en œuvre de l'animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain (prise en charge par les communes des procédures liées aux études stratégiques de renouvellement urbain par quartiers uniquement). La liste des études et des répartitions est annexée à la convention.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5219-2 et L. 5219-5 déterminant les compétences des établissements publics territoriaux et les conditions d'exercice des compétences précédemment transférées aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existants au 31 décembre 2015 ;

Vu l'article 1984 du code civil ;

Vu le décret n° 2015-1661 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Romainville ;

Vu la délibération CT2016-04-12-34 du Conseil de territoire du 12 avril 2016 relative à l'achèvement des procédures d'élaboration et d'évolution du Plan Local d'Urbanisme des communes de Bobigny, Bondy, Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, Montreuil, Noisy-le-Sec et Romainville ;

Considérant le transfert de compétences à l'établissement public territorial à compter du 1er janvier 2016 en matière « d'animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain » et de poursuite des procédures d'évolution des plans locaux d'urbanisme engagées avant le 31 décembre 2015 ;

Considérant que dans un souci d'efficacité et de rationalisation des moyens, Est Ensemble entend confier à ses communes membres la réalisation en son nom et pour son compte les prestations nécessaires à la réalisation des compétences susmentionnées ;

DELIBERE

Article 1 :

Approuve les termes de la convention de mandat avec l'Établissement Public Territorial Est Ensemble.

Article 2 :

Autorise le Maire à signer la présente convention ainsi que tout acte nécessaire à sa mise en œuvre.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

16 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES

AVENANT 2016 DE LA CONVENTION DE COOPÉRATION CULTURELLE ET PATRIMONIALE VILLE -CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Rapporteur : Monsieur Jean THARY

En application des articles 3 et 4 de la convention de coopération culturelle et patrimoniale entre le Département de la Seine-Saint-Denis et la Commune de Noisy-le-Sec signé le 23 février 2015, l'avenant N°2 est conclu pour l'année 2016.

Dans le cadre de cet avenant N°2, la commune de Noisy-le-Sec reçoit le soutien du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis sous forme d'une subvention annuelle de fonctionnement de 8 400 € afin de l'accompagner dans la réalisation des projets suivants :

- Mettre au cœur de l'ambition culturelle et des projets du territoire la remobilisation des publics, adolescents, jeunes adultes, seniors et publics dits « éloignés » notamment des actions d'éducation artistique et culturelle conçues par le centre d'art la Galerie : 5 400 euros.
- Valoriser l'ensemble des patrimoines noiséens, et développer des outils de connaissance et des actions de valorisation culturelle à l'attention des publics et des habitants à travers le projet *Les Quartiers noiséens – L'histoire de Noisy-le-Sec à travers ses quartiers*, en partenariat avec les associations Résonance urbaine et Noisy-le-Sec Histoire(s) : 3 000 euros.

Il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant N°2 à la convention triennale de coopération culturelle et patrimoniale avec le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis.
- d'autoriser monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de fonctionnement de 8 400 € auprès du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2121-29,

Considérant qu'en application des articles 3 et 4 de la convention de coopération culturelle et patrimoniale entre le Département de la Seine-Saint-Denis et la Commune de Noisy-le-Sec signé le 23 février 2015, l'avenant N°2 est conclu pour l'année 2016,

Considérant que dans le cadre de cet avenant N°2, la commune de Noisy-le-Sec reçoit le soutien du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis sous forme d'une subvention annuelle de fonctionnement de 8 400 € afin de l'accompagner dans la réalisation des projets suivants :

- Mettre au cœur de l'ambition culturelle et des projets du territoire la remobilisation des publics, adolescents, jeunes adultes, seniors et publics dits « éloignés » notamment des actions d'éducation artistique et culturelle conçues par le centre d'art la Galerie : 5 400 euros.
- Valoriser l'ensemble des patrimoines noiséens, et développer des outils de connaissance et des actions de valorisation culturelle à l'attention des publics et des habitants à travers le projet *Les Quartiers noiséens – L'histoire de Noisy-le-Sec à travers ses quartiers*, en partenariat avec les associations Résonance urbaine et Noisy-le-Sec Histoire(s) : 3 000 euros.

DELIBERE

Article 1 :

Autorise monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant N°2 à la convention triennale de coopération culturelle et patrimoniale avec le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis.

Article 2 :

Autorise monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de fonctionnement de 8 400 € auprès du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis.

Article 3 :

Autorise monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

Article 4 :

Dit que la recette sera inscrite au chapitre 74, article 7473, fonction 33 du budget de la ville.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

17 - DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

REDEVANCE POUR LA MISE À DISPOSITION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

Rapporteur : Madame Sarra BEN ALI

La ville de Noisy-le-Sec met en place une politique sportive dynamique autour de trois objectifs prioritaires : le développement du sport féminin, du handisport et l'éducation des jeunes noiséens par le sport.

Pour décliner ces objectifs sur le terrain, les 47 associations noiséennes ont besoin d'équipements sportifs (stades, gymnases et salles spécialisées) leurs permettant d'accueillir plus de 5000 adhérents de tous les âges et ce tous les jours de la semaine de 8h à 22h30 tout au long de l'année.

La ville met également ponctuellement ces équipements à disposition d'autres associations, comités départementaux, districts, ligues et fédérations à but non lucratif pour l'organisation d'événements qui répondent aux objectifs municipaux et concourent à l'intérêt général.

La Direction des sports et de la jeunesse est chargée d'organiser les plannings d'utilisation des équipements sportifs et ce dans les conditions définies par le Conseil Municipal.

Ces utilisations font l'objet de conventions de mise à disposition entre la ville et les utilisateurs pour une durée variable en fonction des calendriers sportifs.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2144-3 du code général des collectivités territoriales, la mise à disposition de ces équipements aux associations est une compétence du Maire.

L'article L. 2125-1 du code général des propriétés des personnes publiques prévoit que si toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique donne lieu, en principe, au paiement d'une redevance, celle-ci peut cependant être délivrée gratuitement à titre dérogatoire aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Il appartient au conseil municipal de déterminer une redevance pour lesdits équipements.

Nous proposons au conseil municipal d'adopter les redevances ci-dessous qui prennent en compte :

- les coûts de fluides
- les coûts d'entretien
- les coûts de personnel

Le coût horaire moyen est alors déterminé en additionnant les frais de personnel, de chauffage, d'eau, d'électricité et de nettoyage (machines, produits d'entretien, consommable...) annuels en le divisant par le nombre d'heures annuelles de mise à disposition de l'équipement

Redevances pour la mise à disposition des équipements sportifs municipaux

CATEGORIES	COÛT HORAIRE
AIRES DE GRAND JEU ET PISTE D'ATHLETISME	
Salvador ALLENDE, rue de Neuilly	18,00 €
6	
Piste d'athlétisme Jesse OWENS, 6 rue de Neuilly	
Jean François VISINONI, rue Baudin	
18	
Marcel GENTILINI, chemin de Montreuil à claye	
HUVIER, rue Jules Auffret	2
EQUIPEMENTS DE PROXIMITE	
Léo LAGRANGE, 61 avenue de Bobigny	14,00 €
Honoré d' EST. D'ORVES, 141 rue Denfert-Rochereau	
Terrains de pétanque, Allée Jean BART, allée Piérandréi	
Robert THILAND, 21 rue Lamartine	
Roland TOULET, 65 rue Anatole France	
Salle de musculation, Chemin de Montreui à Claye	
GYMNASES	
Paul LANGEVIN, 11 rue du 18 avril 1944	25,00 €
Jean François VISINONI, 18 rue Baudin	
Pierre de COUBERTIN, 33 rue Léo Lagrange	
Ludwig GUTTMANN, 37 rue Léo Lagrange	
Marcel GENTILINI, chemin de Montreuil à Claye	

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2144-3,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article L. 2125-1,

Considérant qu'il convient de fixer une redevance pour l'utilisation des équipements sportifs municipaux,

DELIBERE

Article 1 :

Le montant des redevances pour la mise à disposition des équipements sportifs est fixé dans le tableau qui suit :

**Redevances pour la mise a disposition des équipements sportifs
municipaux**

CATEGORIES	COÛT HORAIRE
AIRES DE GRAND JEU ET PISTE D'ATHLETISME	
Salvador ALLENDE, 6 rue de Neuilly	18,00 €
Piste d'athlétisme Jesse OWENS, 6 rue de Neuilly	
Jean François VISINONI, 18 rue Baudin	
Marcel GENTILINI, chemin de Montreuil à claye	
HUVIER, 2 rue Jules Auffret	
EQUIPEMENTS DE PROXIMITE	
Léo LAGRANGE, 61 avenue de Bobigny	14,00 €
Honoré d' EST. D'ORVES, 141 rue Denfert-Rochereau	
Terrains de pétanque, Allée Jean BART, allée Piérandréi	
Robert THILAND, 21 rue Lamartine	
Roland TOULET, 65 rue Anatole France	
Salle de musculation, Chemin de Montreui à Claye	
GYMNASES	
Paul LANGEVIN, 11 rue du 18 avril 1944	25,00 €
Jean François VISINONI, 18 rue Baudin	
Pierre de COUBERTIN, 33 rue Léo Lagrange	
Ludwig GUTTMANN, 37 rue Léo Lagrange	
Marcel GENTILINI, chemin de Montreuil à Claye	

Article 2 :

Le Maire peut mettre à disposition les équipements indiqués à l'article 1 contre les redevances renseignées à ce même article.

Article 3 :

A titre dérogatoire, le Maire peut mettre gratuitement les équipements à disposition des associations à but non lucratif et qui concourent à la satisfaction de l'intérêt général.

Article 4 :

Les associations qui bénéficient des mises à disposition gratuites seront déterminées par délibération du conseil municipal.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

ABSTENTION:	6	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »
POUR :	37	MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Miloud Gherras

La délibération est adoptée

18 - DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

AUTORISATION DE MISE À DISPOSITION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS À TITRE GRACIEUX, AUX ASSOCIATIONS

Rapporteur : Madame Sarra BEN ALI

La ville de Noisy-le-Sec est fière de son tissu associatif local et tout particulièrement de ces associations sportives qui, chaque saison, font rayonner le nom de la ville aux quatre coins de la France et dans le monde comme ce fut le cas aux Jeux Olympiques de Rio le mois dernier.

Pour permettre aux 47 associations sportives de fonctionner, la ville peut leur apporter une aide financière à travers le versement d'une subvention, mais aussi et surtout la mise à disposition d'équipements sportifs pour permettre aux plus de 5000 sportives et sportifs noiséens de pratiquer dans les meilleures conditions.

Cependant, l'article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP) pose le principe selon lequel toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique doit donner lieu au paiement d'une redevance.

Pour autant, cet article a été plusieurs fois modifié depuis 2006, afin d'exonérer de cette exigence la plupart des associations.

Ainsi, depuis la loi de simplification du droit du 12 mai 2009, le dernier alinéa de l'article L2125-1 du CGPPP prévoit que, par exception au principe d'éligibilité d'une redevance, « l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général ».

Aussi, par cette délibération, la ville de Noisy-le-Sec souhaite marquer son attachement et sa volonté de favoriser la mise en place d'un service public du sport qui garantisse l'égal accès de tous aux sports et à l'éducation par le sport.

Et souhaite que les associations qui en font la demande, nommées dans l'article 2 (liste non-exhaustive), qui s'engagent "dans un but autre que de partager des bénéfices", comme le disposent la loi du 1^{er} juillet 1901 et la convention de mise à disposition signée, et concourent à la satisfaction de l'intérêt général en permettant à tous les Noiséens sans aucune distinction d'avoir accès à des activités sportives, sociales, de loisirs ou culturelles puissent être autorisés d'occuper ou d'utiliser, par exception ou dérogation, gratuitement le domaine public et plus précisément les équipements sportifs municipaux suivants :

- Le gymnase Honoré d' Estienne D'Orves, situé au 141 rue Denfert-Rochereau
- Le gymnase Léo Lagrange, situé au 61 avenue de Bobigny
- Le gymnase Jean François Visinoni, situé au 18 rue Baudin
- Le gymnase Pierre de Coubertin, situé au 33 rue Léo Lagrange
- Le complexe Marcel Gentilini, situé chemin de Montreuil à Claye
- Le complexe Paul Langevin, situé au 11 rue du 18 avril 1944
- Le stade Salvador Allende, situé au 6 rue de Neuilly
- La piste d'athlétisme Jesse Owens, située au 6 rue de Neuilly
- Le stade Huvier, situé au 2 rue Jules Auffret
- Les terrains de pétanque, situé au 2 rue Jules Auffret et allée Jan Bart
- Le dojo Ludwig Guttmann, situé au 37 rue Léo Lagrange
- La salle Robert Thiland, située au 21 rue Lamartine
- Le jeu d'arc Roland Toulet, situé au 65 rue Anatole France
- La salle de musculation, située chemin de Montreuil à Claye

DELIBERATION

Le Conseil

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2144-3,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article L. 2125-1,

Vu L'article L. 2122-3 du code général de la propriété des personnes publiques, relatif au caractère précaire et révocable des mises à disposition,

Vu la délibération n° 2016/09-17 fixant la redevance des équipements sportifs,

Considérant l'intérêt que représente pour la ville et ses habitants l'action menée par les associations ayant pour mission d'organiser des actions d'éducation physiques et sportives,

Considérant les demandes de ces dernières de bénéficier d'équipements sportifs adaptés à leurs activités,

Considérant la disponibilité des équipements suivants :

- Le gymnase Honoré d'Estienne D'Orves, situé au 141 rue Denfert-Rochereau
- Le gymnase Léo Lagrange, situé au 61 avenue de Bobigny
- Le gymnase Jean François Visinoni, situé au 18 rue Baudin
- Le gymnase Pierre de Coubertin, situé au 33 rue Léo Lagrange
- Le complexe Marcel Gentilini, situé chemin de Montreuil à Claye
- Le complexe Paul Langevin, situé au 11 rue du 18 avril 1944
- Le stade Salvador Allende, situé au 6 rue de Neuilly
- La piste d'athlétisme Jesse Owens, située au 6 rue de Neuilly
- Le stade Huvier, situé au 2 rue Jules Auffret
- Les terrains de pétanque, situé au 2 rue Jules Auffret et allée Jan Bart
- Le dojo Ludwig Guttmann, situé au 37 rue Léo Lagrange
- La salle Robert Thiland, située au 21 rue Lamartine
- Le jeu d'arc Roland Toulet, situé au 65 rue Anatole France
- La salle de musculation, située chemin de Montreuil à Claye

Considérant qu'à titre dérogatoire, le Maire ou son représentant, peut mettre gratuitement les équipements sportifs municipaux à disposition des associations à but non lucratif et qui concourent à la satisfaction de l'intérêt général,

Considérant que les associations à but non lucratif, ci-dessous, concourent à la satisfaction d'un intérêt général,

DELIBERE

Article 1 :

Autorise la mise à disposition des équipements sportifs précités à la liste non-exhaustive des associations ci-dessous :

- L'Association des Paralysés de France
- L'Association pour le Développement de la Jeunesse Noiséenne
- La Compagnie d'Arc
- La Vigilante
- Noisy-le-Sec Boxing Club
- Aujourd'hui Vers Demain
- Le Club Noiséen de Gymnastique Volontaire
- L'Amicale Antillaise
- L'Association Sportive du Centre Ville de NLS
- L'Association Sportive et Sociale Noiséenne
- Le Basket Ball Association Noiséenne
- Le Club Athlétique Noiséen
- L'Ecole Noiséenne de karaté
- Le Karaté Club Noiséen
- L'école d'Aïkido « Tsuboniwa »
- Le Football Club Noiséen
- L'APEI Seine Nord Est (Foyer Orhan Ger)
- Les enfants inadaptés de Noisy-le-Sec et leurs amis (IME Henri Wallon)
- Le Hand Ball Club Noiséen
- Le Judo Club Noiséen
- La Pétanque Noiséenne
- La Pétanque du 140
- Les Fous du Volant

- Les Aigles
- Noisy-le-Sec Athlétisme
- NXC Trainers
- L'association « l'Oasis Noiséen »
- L'Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93
- Positive Events
- Le Red Star
- Le Rugby Club Noiséen
- L'association « Rencontre avec soi »
- Le Smash Club Noiséen
- Le Tennis de Table Noiséen
- L'association « Créasens »
- L'association « Barbo T »
- Iznogood Ultimate Frisbee Noiséen
- L'étincelle
- Amicale Bouliste Bonnet Feuillère
- L'association gymnique du petit Noisy
- B Attitude
- Béthisy gym
- Entraides
- Le Godillot Noiséen
- Viet vo dao
- Yoga Club Noiséen
- Yoga Terre intérieur
- Centre Communal d'Action Sociale
- Comité Local Action Sociale
- Afro carabean Jo'Scholl
- Centre social du londeau
- L'étoile cycliste Noiséenne
- Association des ressortissants de Djéol de France
- Noisy Projet
- Fédérations et associations des parents d'élèves
- La & la Capoeira
- La Masia
- Le Cercle des nageurs Noiséen

Article 2 :

Lesdites associations s'engagent, comme le dispose la loi du 1^{er} juillet 1901 et leur impose leur statut, à demeurer à but non lucratif et concourir à la satisfaction de l'intérêt général en permettant à tous les noiséens sans aucune distinction d'avoir accès à des activités sportives, sociales, de loisirs ou culturelles.

Article 3 :

La ville peut à tout moment mettre fin aux mises à disposition dont bénéficient les associations désignées dans la présente délibération.

Article 4 :

Les modalités de cette présente mise à disposition sont précisées par les conventions établies avec chacune des associations.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Le conseil municipal approuve l'ajout aux associations bénéficiaires (article 1) « l'UNSS des collèges noiséens »

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

19 - DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

VERSEMENT DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE D'OBJECTIFS SOCIAUX À L'OLYMPIQUE NOISY LE SEC BANLIEUE 93 POUR LA SAISON 2015-2016

Rapporteur : Madame Sarra BEN ALI

L'un des axes forts de la politique sportive mise en place par municipalité est le soutien aux associations sportives qui se traduit par :

- des aides financières directes et indirectes
- la mise à disposition gracieuse des équipements sportifs
- le soutien logistique pour l'organisation des compétitions sportives

Afin de soutenir spécifiquement les associations sportives de haut niveau, des objectifs complémentaires ont été déterminés, ils dépendent de la nature et du niveau de pratique des associations, mais aussi d'objectifs sociaux qui soutiennent la formation et l'intégration de différents publics.

Par délibération en date du 17 décembre 2015, le conseil municipal a approuvé la convention triennale d'intérêt général (2016-2018) entre la ville de Noisy-le-Sec et l'association Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93.

Cette convention détermine les modalités de versement d'une subvention annuelle divisée en trois parties :

- une subvention de base, d'un montant de 120 000 € versée en mars 2016
- une subvention complémentaire sur objectifs sportifs
- une subvention complémentaire sur objectifs sociaux réparties selon le tableau suivant :

Détail des subventions complémentaires sur objectifs versées pour la saison sportive se terminant dans l'année civile pour les années 2016, 2017 et 2018				
Volets	3-Objectifs sociaux	Montant	4-Objectifs sportifs	Montant
Description	Développement de la pratique Handisport	3 000 €	Équipe 1ère en Nationale	Avenant à la convention
	Les valeurs de citoyenneté dans le sport	3 000 €	Évolution de l'équipe 1ère en Championnat de France Amateur	32 000 €
	Actions spécifiques en faveur du lien social	3 000 €	Évolution de l'équipe 1ère au niveau régional	0 €
	Actions pour le développement du sport féminin	3 000 €	Qualification pour un 32ème de finale de Coupe de France	5 000 €

Il convient de préciser que cette subvention complémentaire peut être versée en intégralité ou partiellement selon la réalisation des objectifs fixés ci-dessus et sur présentation des pièces justificatives.

Au vu du maintien de l'équipe fanion en division CFA 2 en fin de saison 2015-2016 les représentants de la municipalité ont validé, comme le stipule la convention triennale, l'un des objectifs sportifs. Par contre, l'équipe n'ayant malheureusement pas réussi à se qualifier pour les 32ème de finale de la coupe de France, le second objectif n'a pas été atteint ce qui porte à 32 000 € le montant de la subvention complémentaire d'objectifs sportifs qui a été versée en juillet 2016 à l'association.

Concernant les objectifs sociaux, le bilan sportif fourni par l'Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93 mentionne l'ensemble des actions menées en faveur de ses licenciés.

L'évaluation des quatre objectifs sociaux concernant les actions sur la citoyenneté, en faveur du lien social, le développement de la pratique handisport et, surtout, le développement de la pratique du football féminin qui permet au club d'être un moteur du département dans ce domaine, prouve le dynamisme de l'association dans un contexte sportif et social difficile.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'approuver l'attribution d'une subvention complémentaire d'objectif à l'Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93 pour la saison 2015/2016 de 12 000 €, au titre de la réussite des objectifs sociaux

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 en date du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu la délibération n° 2013/06-015 du 24 juin 2013 portant approbation de la convention triennale d'intérêt général entre la ville de Noisy-le-Sec et l'association sportive Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93,

Vu la délibération du 17 décembre 2015,

Considérant que l'association Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93 s'est engagée depuis plus de 20 ans dans une pratique citoyenne de sa discipline en développant en direction des jeunes des actions à caractère social et sportif ambitieuses et performantes,

Considérant qu'au vu du bilan sportif annuel fourni par l'association, toutes les actions à caractère social ont été menées en faveur de ses licenciés et notamment les plus jeunes,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve l'attribution d'une subvention complémentaire d'objectifs sociaux, d'un montant de 12 000 euros, à l'Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93 pour la saison 2015 - 2016 comme détaillé ci-après :

- Développement de la pratique handisport : 3 000 €
- Développement des valeurs de citoyenneté dans le sport : 3 000 €
- Actions spécifiques en faveur du lien social : 3 000 €
- Développement du sport féminin : 3 000 €

Article 2 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget primitif 2016 à l'imputation 6574

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITE

La délibération est adoptée

20- DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

ATTRIBUTION DE CHÈQUES CADEAUX AUX TITULAIRES DU BAC, BEP ET CAP DE LA SESSION 2015-2016

Rapporteur : Monsieur le Maire

Attribution des récompenses dans le cadre de la « soirée des lauréats »

L'une des missions du Service Municipal de la Jeunesse est de se mobiliser, d'agir pour lutter contre l'échec scolaire et le désœuvrement de certains jeunes de la ville en valorisant les parcours concrétisés par l'obtention d'un diplôme du secondaire ou une qualification.

Pour ce faire et au vu de l'engouement rencontré les années précédentes, il est proposé de mettre à l'honneur les jeunes noiséens ayant réussi leurs examens. Cet événement sera organisé, cette année encore, sous la forme d'une cérémonie au « Théâtre des Bergeries ».

Ce sera l'occasion pour la municipalité de remettre à tous les lauréats noiséens un diplôme et une récompense sous la forme d'un chèque cadeau.

L'organisation de cette soirée mobilisera toute l'équipe du service jeunesse et mettra à l'honneur chaque élève, récompensé sous les yeux de ses parents, de ses proches et de ses équipes éducatives.

Les lauréats concernés pour cette nouvelle édition sont les jeunes ayant été admis aux épreuves du :

- Baccalauréat général, technologique ou professionnel
- Brevet d'Etudes Professionnelles (BEP) et du Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP)

Les lauréats se verront remettre des chèques cadeaux.

Quatre catégories seront proposées pour les titulaires du baccalauréat ;

- Pour les mentions « très bien » : Chèque cadeau d'une valeur de 200 €
- Pour les mentions « bien » : Chèque cadeau d'une valeur de 150 €
- Pour les mentions « assez bien » : Chèque cadeau d'une valeur de 100 €
- Pour les sans mention : Chèque cadeau d'une valeur de 50 €

Pour les titulaires d'un BEP et CAP : un chèque cadeau d'une valeur de 50 €

DELIBERATION

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2121-29,

Considérant que le service jeunesse traduit les orientations du Projet Educatif Local pour lutter contre le désœuvrement et notamment sur les questions d'échec scolaire en mettant en valeur « la réussite des jeunes »

Considérant la volonté de récompenser les lauréats noiséens aux examens du baccalauréat général, technologique ou professionnel, du Brevet d'Etudes Professionnelles (BEP) et du Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP)

DELIBERE

Article 1 :

Décide, en partenariat avec les responsables des établissements scolaires, de remettre des récompenses aux lauréats noiséens du :

- Baccalauréat général, technologique ou professionnel
- Brevet d'Etudes Professionnelles (BEP) et du Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP)

Article 2 :

Décide que les récompenses octroyées aux lauréats des examens susvisés seront sous la forme de chèques cadeaux.

Quatre catégories seront proposées pour les titulaires du baccalauréat :

- Pour les mentions « très bien » : Chèque cadeau d'une valeur de 200 €
- Pour les mentions « bien » : Chèque cadeau d'une valeur de 150 €
- Pour les mentions « assez bien » : Chèque cadeau d'une valeur de 100 €
- Pour les sans mention : Chèque cadeau d'une valeur de 50 €

Pour les titulaires d'un BEP et CAP : un chèque cadeau d'une valeur de 50 €

Article 3 :

Il sera fait face à cette dépense au moyen des crédits inscrits à la rubrique 4220, article 6714 (bourses et prix)

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

ABSTENTION:	11	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » Miloud Gherras
POUR :	32	MAJORITÉ MUNICIPALE

La délibération est adoptée

21 - DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE ÉQUIPEMENTS ET CADRE DE VIE

CONCOURS "MAISONS ET BALCONS FLEURIS " : ATTRIBUTION D'UN CHÈQUE CADEAU AUX LAURÉATS

Rapporteur : Monsieur Bernard GIRAULT

La Ville de Noisy-le-Sec participe, depuis 2001, au concours des Villes Fleuries organisé par le Conseil Départemental et au concours des maisons et balcons fleuris, auquel les Noiséennes et les Noiséens peuvent s'inscrire.

Deux catégories sont proposées :

- Maisons avec jardin visible de la rue,
- Balcons visibles de la rue, décors sur la voie publique, fenêtres, portes et murs fleuris.

Le jury est composé d'agents et de techniciens horticoles appartenant aux services municipaux.

En fonction d'une grille d'évaluation, chaque participant fait l'objet d'une notation.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver la décision de récompenser les trois premiers lauréats de chacune des catégories, en leur octroyant un bon d'achat d'une valeur de 110 euros pour le 1^{er} prix, de 85 euros pour le 2^{ème} prix et de 60 euros pour le 3^{ème} prix.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2121-19,

Vu le budget communal,

Vu la décision de la municipalité de récompenser les lauréats du concours « Maisons et balcons fleuris »,

Considérant que cet effort peut se traduire par l'attribution d'un bon d'achat,

DELIBERE

Article 1 :

Décide d'attribuer dans chaque catégorie, des bons d'achat de 110 euros pour le 1^{er} prix, de 85 euros pour le 2^{ème} prix et de 60 euros pour le 3^{ème} prix.

Article 2 :

Il sera fait face à cette dépense aux moyens des crédits inscrits au BP 2016 de la Ville – 6714 – 823.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITE

La délibération est adoptée

22 - DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE ÉQUIPEMENTS ET CADRE DE VIE

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CO-MAITRISE ET FINANCIÈRE POUR L'ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS - RUE DE LA RENAISSANCE FRANCAISE

Rapporteur : Monsieur Karim HAMRANI

La présente convention a pour objectif d'organiser les modalités de la convention de co-maîtrise d'ouvrage pour l'enfouissement des réseaux dont le S.I.P.P.E.R.E.C. est maître d'ouvrage sur le territoire de la Collectivité, rue de la Renaissance Française, conformément aux dispositions de l'article 2 II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

En application de ces dispositions, la Collectivité décide de transférer temporairement sa maîtrise d'ouvrage au S.I.P.P.E.R.E.C. pour la réalisation de l'enfouissement de ses réseaux aériens, le S.I.P.P.E.R.E.C. acceptant cette mission dans les conditions de la présente convention.

La présente convention s'accompagne des conventions financières liées aux travaux d'études et de travaux pour la réalisation de l'enfouissement des réseaux.

Un avenant à la convention de partenariat avec les concessionnaires E.R.D.F. (devenue Enedis au 31 mai 2016) et E.D.F. a été signé le 20 avril 2011 avec le S.I.P.P.E.R.E.C. avec une répartition permettant la prise en charge des travaux d'enfouissement des réseaux fils nus et torsadés à 100 %.

Ce nouveau dispositif étant sous-maîtrise d'ouvrage du syndicat, il n'y a pas lieu d'établir de convention financière « électricité ».

Pour une meilleure compréhension synthétique des répartitions financières des études et travaux liés à l'opération d'enfouissement de la rue de la Renaissance Française, un tableau récapitulatif est associé au document.

La répartition financière s'établit comme suit :

Conventions	Montant estimé pour l'enfouissement des différents réseaux	Taux estimé de participation de l'opérateur	Taux estimé de participation de la collectivité	Taux de participation du syndicat	Montant de la participation de la collectivité	Montant de participation du syndicat
Convention financière (études + travaux) pour l'enfouissement des réseaux d'électricité	157 308,00 € HT		0,00%	100,00%	0,00 €	157 308,00 €
	Réseau torsadé					
	Réseau fils nus		0,00%	100,00%	0,00 €	0,00 €
	26 218,00 €					26 218,00 €
	T.V.A. récupérée auprès d'E.D.F.					
Convention financière (études + travaux) pour l'enfouissement de réseaux de communications électroniques	76 562,00 € TTC	10,00%	90,00%	0,00%	76 562,00 € TTC	

France Télécom						
Convention financière (études + travaux) pour l'enfouissement de communications électroniques	0,00 € TTC	10,00%	90,00%	0,00%	0,00 € TTC	
Convention financière (études + travaux) pour l'enfouissement des réseaux de communications électroniques France Télécom sur supports indépendants	0,00 € TTC	0,00%	100,00%	0,00%	0,00 € TTC	
Convention financière (études + travaux) pour l'enfouissement des réseaux de communications électroniques Numéricable sur supports indépendants	0,00 € TTC	0,00%	100,00%	0,00%	0,00%	
Convention de co-maîtrise (études + travaux) pour l'enfouissement des réseaux de propres à la collectivité (vidéo communication)	22 104,00 € TTC	0,00%	100,00%	0,00%	22 104,00 € TTC	
Convention de co-maîtrise (études + travaux) pour l'enfouissement des réseaux de propres à la collectivité (éclairage public)	17 507,00 € TT.C	0,00%	100,00%	0,00%	17 507,00 € TT.C	
Indemnisation du SIPPEREC pour sa mission de maîtrise d'ouvrage sur les réseaux, autres qu'électriques (5% du montant HT des travaux)	(55 884 € + 16 134 € + 12 779 €) = 84 797 €		5% du montant HT des travaux réalisés		4 240,00 €	
TOTAL					116 173,00 €	157 308,00 €

Les travaux pourraient débuter au cours du dernier trimestre 2016, en tenant compte des délais nécessaires pour la mise au point des projets et la dévolution des marchés .

Il est alors demandé au Conseil Municipal d'approuver la convention de co-maîtrise d'ouvrage et les conventions financières liées à l'opération, et d'autoriser monsieur le Maire à signer l'ensemble des conventions liées à la présente opération.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2224.35,

Vu la loi n° 2004- 575 du 21 juin 2004 et notamment son article 51 relatif à la confiance dans l'économie numérique,

Vu la loi n°82-813 en date du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et régions,

Vu la loi n° 85-704 en date du 12 juillet 1985 suivant l'application de l'article 2 permettant de recourir aux modalités de la co-maîtrise d'ouvrage,

Vu l'ordonnance n° 2004-566 en date du 17 juin 2004 portant modification de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative aux modalités de recours pour la co-maîtrise d'ouvrage,

Considérant la nécessité de passer une convention fixant les conditions de co-maîtrise d'ouvrage et de financement des études et travaux relatifs à l'enfouissement des réseaux électriques et de télécommunications, rue de la Renaissance Française,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve la convention de co-maîtrise d'ouvrage et financière relative à l'enfouissement des réseaux électriques et de télécommunications, rue de la Renaissance Française, avec le SIPPEREC.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions de co-maîtrise d'ouvrage et financière.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITE

La délibération est adoptée

23 - ZAC DES GUILLAUMES - APPROBATION DU CRAACL 2015

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

En mai 1999, un traité de concession d'aménagement de la ZAC des Guillaume a été conclu entre la Ville et la Sémino pour une durée de 7 ans afin d'aménager des terrains en friches situés au sud de la Ville. Le programme de l'opération prévoit la réalisation :

- Des zones de logements diversifiés, en accession et en locatif constitués de maisons de ville et petits collectifs,
- Une zone d'activités économiques avec locaux d'accompagnement et de services,
- Un parc urbain,
- La création et l'aménagement de nouvelles voies plantées,
- L'aménagement de l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et équipements divers.

En juin 2005, la Ville a signé avec la Semino un avenant n°1 afin de proroger le traité de concession d'aménagement de la ZAC jusqu'au 31 décembre 2010. Au 31 décembre 2010, terme de la convention, il est constaté que les travaux d'aménagement de la ZAC ne sont pas encore terminés. Un avenant n°2 est ensuite signé entre la Ville et la Semino afin de proroger la concession d'aménagement de 4 ans soit jusqu'au 31 décembre 2014.

Avec le projet du Grand Paris, et la reprise par la CAEE des parcs de plus de 5 hectares, la Ville et Noisy-le-Sec Habitat ont décidé de proroger à nouveau la concession pour une durée de deux ans par délibération du conseil d'administration de la SAEM et du conseil municipal de la Ville, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Conformément à la réglementation en vigueur, c'est-à-dire aux articles L. 1523-2 et L. 1523-3 du code général des collectivités territoriales, à l'article 7 de la loi 2002-1 du 2 janvier 2002 relative aux Sociétés d'Économie Mixte Locales, et à la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, les Sociétés d'Économie Mixte doivent présenter chaque année à l'assemblée délibérante de la collectivité le compte-rendu annuel d'activités à la collectivité locale (CRAACL) pour toutes les opérations d'aménagement concédées.

Au vu des documents transmis par la SAEM Noisy-le-Sec Habitat, il apparaît que les dépenses de l'année 2015 portent principalement sur les dépenses accessoires. Elles comprennent le règlement de la taxe foncière, l'intervention d'un AMO pour la réalisation du CRAACL 2014 ainsi que l'intervention d'un géomètre. Le Compte Rendu Annuel d'Activités aux Collectivités Locales arrêté au 31 décembre 2015 transmis par la SAEM Noisy-le-Sec Habitat fait apparaître un solde positif de l'opération à hauteur de 533 732 € HT.

Au titre du traité de concession de la ZAC conclu entre la Ville et la SAEM Noisy-le-Sec Habitat, le déficit financier de l'opération devra être supporté intégralement par la Ville à la clôture de l'opération. Compte-tenu des dépenses à prévoir pour finaliser la ZAC des Guillaume et de la fin de la concession programmée au 31 décembre 2016, il est proposé de recourir à une avance de trésorerie au titre de l'année comptable 2015 de 130 640 €.

Considérant les éléments transmis par la SAEM Noisy-le-Sec Habitat annexés au présent ordre du jour, il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le CRAACL 2015.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 300-1, L. 300-4, L. 300-5,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1523-2, L. 1523-3,

Vu la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement,

Vu l'article 76 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques,

Vu le traité de concession d'aménagement signé le 7 juillet 1999 confiant à la SEMINO l'aménagement de la ZAC des Guillaumes pour une durée de 7 ans,

Vu l'avenant n°1 au traité de concession d'aménagement prorogeant la concession pour une durée de 5 ans soit jusqu'au 31 décembre 2010,

Vu l'avenant n°2 au traité de concession d'aménagement prorogeant la concession pour une durée de 4 ans soit jusqu'au 31 décembre 2014,

Vu l'avenant n°3 au traité de concession d'aménagement prorogeant la concession pour une durée de 2 ans soit jusqu'au 31 décembre 2016,

Vu le CRAACL arrêté au 31 décembre 2015, approuvé par le conseil d'administration de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat en date du 02 juin 2015 et annexé à la présente délibération faisant apparaître un solde positif de trésorerie au 31 décembre 2015 ainsi qu'un solde déficitaire à terminaison du bilan financier pour un montant de 130 639,68 euros HT de la ZAC des Guillaumes,

Considérant que le déficit financier de l'opération devra à terme être supporté intégralement par la Ville à la clôture de l'opération,

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante d'approuver le compte-rendu annuel d'activités, l'état des acquisitions et cessions immobilières ainsi que le rapport spécial annuel sur l'exercice de prérogative de puissance publique,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve le compte-rendu annuel d'activités présentés par la SAEM Noisy-le-Sec HABITAT.

Article 2 :

Approuve le versement sur l'année 2016 d'une avance de trésorerie de 130 640 € au profit de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat d'une participation provisionnelle sur l'opération « ZAC des Guillaumes ».

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

ABSTENTION :	7	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », Dulcinée Avril
POUR :	31	MAJORITÉ MUNICIPALE
CONTRE :	5	GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Miloud Gherras,

La délibération est adoptée

24 - RAPPORT D'ACTIVITÉ 2015 DE LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE NOISY LE SEC HABITAT

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

L'année 2015 a été placée pour la SEM sur le thème de la rénovation, du sur-entretien pour l'amélioration du cadre de vie de ses locataires et copropriétaires.

Dans la continuité des travaux lancés à partir de 2013 (pour rappel plus de 10 millions d'euros) ce sont les Contrats de Ville, le Nouveau Protocole National de Rénovation Urbaine et les Quartiers Politiques de la Ville qui ont été lancés et signés cette année afin de pouvoir améliorer et rénover tous les quartiers délaissés par les précédentes gouvernances de la SEM.

Le rapport reprend l'intégralité des faits caractéristiques de l'exercice comme la livraison des dernières mises en conformité des ascenseurs, l'acquisition d'immeubles et de programmes en VEFA permettant l'accession sociale des Noiséens, l'activité de la Commission d'attribution des logements (CAL), les cessions de patrimoine foncier dans le cadre du parcours résidentiel des locataires mais aussi toutes les activités annexes sur lesquelles la nouvelle direction s'est concentrée (Rénovation des halls, accompagnement de l'implantation de commerces de proximité, nouvelles ressources humaines de proximité, etc.).

En matière d'aménagement, conformément au Compte Rendu Annuel A la Collectivité Territoriale (CRAACL) présenté également au Conseil Municipal de la Ville de Noisy-le-Sec, la SEM compte restituer à la Ville la ZAC des Guillaumes au cours de l'exercice suivant. Les dépenses restant à réaliser suivent leur cours et la vente à venir à l'Etablissement Public Territorial - Est Ensemble doit intervenir avant la fin de l'année 2016 (inscription budgétaire du parc au sein de l'EPTEE sur 2016).

En sa qualité de bailleur social, le rapport dresse un bilan positif de cette année. Les produits sont stables alors que les charges continuent à baisser (après retraitement des stocks) laissant ainsi une marge de manœuvre plus importante pour la SEM, notamment sur le plan du Gros Entretien de ses logements locatifs sociaux. La facturation du SLS tend à diminuer fortement car les locataires sont plus assidus quant à la transmission de leurs documents. De même l'accent a été porté sur le recouvrement locatif avec un suivi plus précis, notamment depuis l'arrivée du nouveau contrôleur de gestion. Les impayés locatifs sont passés de 4,15% en 2014 à 1,25% en 2015.

Certains événements marquants de l'entreprise sont également rappelés, aussi bien en termes d'évolution du personnel, que d'embauches en CDI ou en CDD de jeunes noiséens, la prolongation de l'opération « gilet jaune » pour aider les locataires privés d'ascenseurs le temps des travaux de mise en conformité.

Ce rapport se conclut par une présentation des grands équilibres économiques et financiers de la SEM, montrant que la situation est pérenne, mais aussi sur leur publicité.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'approuver le contenu du rapport d'activités de la SEM Noisy-le-Sec Habitat au titre de l'année 2015.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.1524-5,

Vu le rapport d'activités de la SEM Noisy-le-Sec Habitat au titre de l'année 2015 annexé à la présente délibération,

Considérant les actions menées par la SEM Noisy-le-Sec Habitat au titre de l'année 2015,

DELIBERE

Article 1:

Approuve le rapport d'activité de la SEM pour l'année 2015 conformément aux dispositions de l'article L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

POUR:	32	MAJORITÉ MUNICIPALE
CONTRE :	11	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » Miloud Gherras

La délibération est adoptée

25 - DIRECTION DES RELATIONS PUBLIQUES

SUBVENTION À L'ASSOCIATION AMAP LES CŒURS D'ARTICHAUTS.

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

L'activité de l'association AMAP Les Cœurs d'Artichauts présente un intérêt local pour la population noiséenne, son activité est étroitement liée au programme de l'Agenda 21 de la Ville.

Afin de développer le maintien de l'agriculture paysanne locale, la consommation de produits bio et ainsi de limiter le développement de l'effet de serre, l'association, moyennant une cotisation, met des paniers de légumes et de fruits à disposition des adhérents.

Dans le cadre de sa politique de soutien au monde associatif noiséen et au vu de son engagement dans son programme d'agenda 21, la Ville souhaite attribuer une subvention d'un montant de 320 euros pour l'année 2016 à cette association.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver la décision de procéder à la dépense correspondante.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le budget communal,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2121-29 alinéa 1, L. 2122-21 et L. 1611-4,

Vu l'article 10 alinéa 3 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'article 1er du décret n°2001-495 du 6 juin 2001, entré en vigueur le 10 juin suivant, pris pour l'application de l'article 10 de la loi précitée et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Considérant que l'activité de l'association l'AMAP Les Cœurs d'artichauts a un intérêt local pour la population noiséenne en cohérence avec le programme d'action de l'Agenda 21 de la Ville,

DELIBERE

Article 1 :

Décide d'attribuer une subvention d'un montant de 320 euros à l'association AMAP Les Cœurs d'Artichauts.

Article 2 :

Il sera fait face à cette dépense au moyen des crédits du budget 2016 de la Ville.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

VI – VOEUX ET QUESTIONS ORALES

QUESTION ORALE « GROUPE SOCIALISTE ET CITOYEN » - CHANTIER DU CONSERVATOIRE

Rapporteur : Jean-Paul LEFEBVRE

« Monsieur le Maire,

La commune est maître d'oeuvre mandataire de la construction du conservatoire de la place du 19 mars 1962.

Or, manifestement ce chantier souffre toujours d'un retard considérable du à une direction et à une coordination insuffisantes, en dépit des honoraires considérables octroyés à l'architecte.

Il semblerait qu'un contentieux soit survenu avec les entreprises intervenantes.

Quelles en sont les causes et les coûts induits ?

Quels sont les nouveaux délais de réalisation par rapport au calendrier initial ?

Si vous êtes informé de la situation, pouvez-vous apporter au conseil municipal les informations sur l'évolution de ce chantier que vous dirigez par mandat de la CAEE ?

Je vous remercie de la précision de vos réponses. »

Réponse de Monsieur le maire :

« Monsieur le Conseiller municipal

Vous demandez des précisions quant à l'avancement du chantier du conservatoire, qui souffre, comme vous le soulignez, d'un retard important dû à différents facteurs impactant le bon déroulement du chantier.

Aucun contentieux n'a été à ce jour introduit mais il est vrai que nous avons rencontré des difficultés en cours d'exécution, plus particulièrement avec une entreprise.

Suite aux problèmes rencontrés avec le titulaire du lot 1 (gros-œuvre) qui ne cessent d'entraver l'avancement du projet, la MOA et la Co-MOA ont décidé de rencontrer l'entreprise afin de trouver une issue à l'ensemble du mémoire en réclamation transmis à la MOA et de permettre la continuation du chantier.

Au final, ces négociations ont abouti à un accord transactionnel faisant état de concessions réciproques de la part des parties signataires qui se traduit notamment par :

- L'acceptation d'un nouveau planning*
- Le retrait de l'entreprise du chantier pour les prestations non entamées à savoir VRD, finitions de sols et diverses maçonneries*
- Le versement d'une indemnité venant traduire le consensus trouvé entre les parties sur le montant d'indemnisation demandé par l'entreprise et la juste compensation de l'allongement du chantier.*

Les délais du chantier ayant été prolongés, nous avons donc, via un marché complémentaire, relancé une procédure de consultation pour les prestations retirées au titulaire du lot n°1.

Concernant la remarque relative au montant de la prestation, nous tenons, toutefois, à vous préciser que les honoraires qui ont été attribués à la MOE sur le suivi de cette opération sont tout à fait conformes aux niveaux de rémunérations habituellement pratiqués pour ce type de mission dans le cadre de la loi MOP.

Suite à la résiliation du marché d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC), une nouvelle consultation a également été lancée afin de désigner un nouvel OPC qui a pour mission principale de faire respecter les dates du nouveau planning et d'avancement du projet dans les termes prévus au contrat. Cela a d'ailleurs permis d'insuffler une nouvelle dynamique et permis au chantier de retrouver un rythme normal.

L'OPC est, depuis novembre 2015, continuellement sur le chantier et nous avons constaté un réel changement sur l'avancée du projet de construction.

C'est donc la mobilisation efficace et concertée des élus et des services de la Ville de Noisy-le-Sec et du Territoire Est Ensemble qui a permis de lever les difficultés rencontrées sur ce chantier, dans la perspective du maintien de la livraison de cet équipement au 1^{er} semestre 2017, et du renforcement de l'offre culturelle offerte aux Noiséennes et aux Noiséens.

Je tiens à insister également, car c'est très important, sur le fait que ces dysfonctionnements n'ont pas modifié l'enveloppe budgétaire des travaux du Conservatoire. »

QUESTION ORALE « GROUPE SOCIALISTE ET CITOYEN » - ENTRETIEN SQUARE JEAN JAURES

Rapporteur : Jean-Paul LEFEBVRE

« Monsieur le Maire,

Les riverains du square Jean Jaurès se plaignent de diverses nuisances :

- Absence d'entretien des végétaux et de nettoyage*
- Accès occupés par les véhicules des commerçants et de leurs clients*
- Jeux enfants vétustes*
- Occupation nocturne bruyante pour des pratiques illicites*
- Confirmation du caractère public de ce square car les services municipaux répondraient qu'il est privé.*

Si vous êtes informé de la situation, quelles mesures comptez-vous prendre pour assurer en permanence l'entretien et la sécurité de cet espace public communal ?

Je vous remercie de la précision de vos réponses. »

Réponse de Monsieur le maire :

« Monsieur le Conseiller municipal,

« Je tiens d'abord à vous rassurer sur le fait que le square Jean Jaurès est public, et s'il était nécessaire de vous le confirmer, alors je le fais bien volontiers. Et si des agents doutaient de cette réalité, nous ferons passer une note interne via la hiérarchie pour redire aux agents que l'endroit où ils travaillent est bien un lieu public.

Sur les autres points que vous soulevez :

A savoir, l'Absence d'entretien des végétaux, et de nettoyage

L'entretien est réalisé régulièrement, comme pour l'ensemble des squares de la Ville, selon un planning d'interventions de nos équipes des espaces verts.

Le nettoyage est réalisé 3 fois par semaine (lundi – mercredi – vendredi) par la régie propreté - les corbeilles de propreté sont vidées 2 fois par semaine par notre prestataire, la société Ourry, et 3 fois par semaine par la régie environnement

En ce qui concerne les Accès occupés par les véhicules des commerçants et de leurs clients

En ce qui concerne le stationnement de véhicules appartenant aux clients, voire aux commerçants situés aux abords du square Jean Jaurès, les consignes ont été données de verbaliser les véhicules en stationnements irréguliers. Les agents de surveillance de la voie publique (ASVP), tout comme les policiers municipaux, verbalisent régulièrement lors de leurs patrouilles.

Pour votre information, le nombre de Procès verbaux établis de janvier 2016 à ce jour, soit sur 9 mois, sur la portion du 112 rue Jean Jaurès et de l'angle Jaurès rue de l'union s'élève à 258 PV. Procès verbaux établis aussi bien par les Policiers Municipaux que les Agents de Surveillance de la Voie Publique.

Pour ce qui est des Jeux d'enfants vétustes

Ils ont été installés en 2008 ; par conséquent, ils ne peuvent pas être considérés comme vétustes ; et des contrôles obligatoires sont effectués régulièrement.

Enfin, pour ce qui est de l'occupation nocturne bruyante pour des pratiques illicites à l'intérieur du square Jean Jaurès, nous n'avons pas répertorié de doléances de riverains nous signalant la présence d'individus à l'intérieur du square la nuit. Si tel est le cas, nous invitons les riverains à faire appel à la police municipale ou à la police nationale au moment des faits.

Pour votre information, sachez que la police municipale patrouille également sur la rue Roger Verlomme qui se situe à l'arrière du square Jean Jaurès. »

QUESTION ORALE « GROUPE SOCIALISTE ET CITOYEN » - VÉHICULES DE FONCTIONS DES AGENTS ET DES ÉLUS

Rapporteur : Jean-Paul LEFEBVRE

« Monsieur le Maire,

La loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique a créé l'article L 2123-18-1-1 du CGCT ainsi rédigé :

"Selon des conditions fixées par une délibération annuelle, le conseil municipal peut mettre un véhicule à disposition de ses membres ou des agents de la commune lorsque l'exercice de leurs mandats ou de leurs fonctions le justifie. Tout autre avantage en nature fait l'objet d'une délibération nominative, qui en précise les modalités d'usage."

Ces dispositions sont d'application immédiate.

Plusieurs véhicules de la commune sont actuellement affectés en permanence à des cadres de direction et à des élus. Ces véhicules sont donc des véhicules de fonction devant faire l'objet de la délibération exigée par le premier alinéa de l'article précité.

Je vous ai déjà demandé d'inscrire à l'ordre du jour du conseil, la délibération obligatoire autorisant l'affectation de véhicules de fonctions à des agents et à des élus, en indiquant les motifs de cette affectation et en précisant les conditions d'usage, notamment le traitement fiscal et social de cet avantage en nature.

Manifestement, vous avez refusé de l'inscrire préférant éluder le débat.

Je vous pose donc les questions suivantes :

- quels sont les agents et les élus bénéficiaires d'un véhicule de fonction ?

- dans l'affirmative, quant allez-vous présenter la délibération obligatoire pour vous conformer à la loi sur la transparence de la vie publique ? »

Réponse de Monsieur le maire :

« Monsieur le Conseiller Municipal,

L'article 34 de la Loi du 11 Octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique crée une nouvelle disposition du Code Général des Collectivités Territoriales, qui énonce que «selon des conditions fixées par une délibération annuelle, [l'assemblée délibérante] peut mettre un véhicule à disposition de ses membres ou des agents de la collectivité lorsque l'exercice de leurs mandats ou de leurs fonctions le justifie. »

De fait, cet article ne fait qu'annualiser l'obligation qui existait déjà de prendre une délibération pour accorder l'utilisation d'un véhicule de fonction, dont la liste limitative des bénéficiaires est d'ailleurs toujours définie par la loi du 28 Novembre 1990.

A Noisy-le-Sec, la Ville ne dispose à ce jour d'aucun véhicule de fonction (depuis le départ de notre précédent Directeur Général des Services), mais uniquement d'une flotte de véhicules, dont une part est concernée, sur décision de l'autorité territoriale pour une durée d'un an renouvelable, par des autorisations de remisage à domicile motivées par des obligations de service.

Plus concrètement, la flotte de véhicule de la Ville s'élève à ce jour à 136 unités, dont 32 font l'objet d'une autorisation de remisage à domicile.

Ces autorisations de remisage à domicile, excluent bien entendu toute utilisation à des fins privatives des véhicules. Elles ne constituent donc pas à ce titre une mise à disposition faisant l'objet à titre accessoire d'une utilisation privative financièrement évaluable.

En conséquence, la gestion des véhicules de service de la Ville n'entre pas dans le champ d'application de la Loi du 11 Octobre 2013. »

QUESTION ORALE « GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » - CENTRE MUNICIPALE DE SANTÉ

Rapporteur : Anne-Déo

« Monsieur le Maire, Madame l'adjointe au Maire en charge de la santé, Cela fait plus d'un an que nous vous interpellons régulièrement sur la situation de notre Centre Municipal de Santé.

Nous vous avons maintes et maintes fois fait part de notre vive inquiétude face à la dégradation de cet indispensable service à la population:

- diminution de près de la moitié des actes médicaux et infirmiers en 8 ans alors que la population noisesenne a augmenté,
- non remplacement des médecins spécialistes qui ont quitté le centre,
- réduction significative du nombre d'infirmières et par voie de conséquence, réduction d'une grande partie de leurs missions,
- difficultés rencontrées par le personnel administratif pour faire face aux multiples tâches qui lui incombent : accueil des patients, gestion des rendez-vous, comptes-rendus médicaux et évidemment gestion administrative des dossiers, codification des actes et démarches nécessaires à leur remboursement par la CPAM, tout cela sans l'indispensable nouveau logiciel de gestion pourtant promis depuis des mois,
- déficit de formation de ces agents multi-tâches et soumis à une amplitude horaire très contraignante,
- absence d'un régisseur de recettes pendant plusieurs mois et par conséquent d'énormes recettes en moins
- non remplacement de la conseillère familiale et conjugale qui assurait tous les entretiens autour de la contraception, de l'Interruption Volontaire de Grossesse et de la prévention des violences faites aux femmes et intrafamiliales...

Nous vous avons également interpellé sur les conséquences désastreuses de tous ces dysfonctionnements:

- des usagers qui n'arrivent pas à joindre le CMS par téléphone, qui se sentent de plus en plus mal accueillis, qui rencontrent chaque jour davantage de difficultés à obtenir des rendez-vous et notamment avec les médecins spécialistes,
- des médecins libéraux confrontés à l'accueil de très nombreux nouveaux patients et inquiets quant à la pérennité de la permanence de soins pour laquelle l'ARS verse une subvention de 30 000€ chaque année,
- un engorgement des urgences des hôpitaux publics du secteur qui accueillent par défaut, des patients qui ne nécessitent pas une prise en charge hospitalière.

A chacune de nos interpellations, comme dans le dernier numéro du journal «Le Noiséen», vous avez affirmé haut et fort votre volonté de maintenir, voire de développer les missions du CMS. Vous avez prétendu que l'audit que vous y aviez diligenté en externe, pour la «modique» somme de 30 000€, en était la preuve .

Force est de constater que les premières mesures que vous avez annoncées suite aux conclusions de cet audit confortent nos inquiétudes: le remplacement du médecin directeur par un cadre administratif, une annualisation du temps de travail des personnels administratifs qui leur imposerait de travailler le week end et la fermeture annoncée au Comité Technique, de 8 postes de médecins spécialistes et de 2 infirmières, postes certes non pourvus à ce jour, mais cependant indispensables pour la santé des Noiséens.

Monsieur le Maire, Madame l'adjointe au Maire en charge de la santé, toutes nos questions restent à ce jour sans réponse:

- Sur quels points précis portait votre audit? Les services rendus à la population y ont-ils été évalués et si oui comment?
- Combien de personnes ont été auditionnées et sur quels critères ont-elles été choisies? Je me permets de vous rappeler à ce propos, que malgré vos engagements pris à deux reprises ici même, je n'ai jamais été contactée pour être auditionnée.
- Les conclusions de cet audit seront-elles rendues publiques ?

-Quels sont vos arguments pour mettre en œuvre la réorganisation énoncée précédemment?
-Quels sont précisément les postes de médecins et d'infirmières dont la fermeture a été annoncée au Comité Technique et pour quelles raisons n'étaient-ils plus pourvus?
-Quelles démarches avez-vous entreprises pour recruter des médecins et des infirmières afin de remplacer les soignants qui ont quitté le centre ?
-Y-a-t-il un régisseur des recettes ?
-Qui remplace aujourd'hui le médecin directeur qui a été « remercié » ?
-Quand se réunira enfin la commission santé ?
Je vous remercie de vos réponses . »

Réponse de Monsieur le maire :

« Madame la Conseillère municipale,

Je vous le répète à chaque conseil municipal. L'intention de la municipalité est de porter une politique de santé ambitieuse et le CMS fait partie intégrante de ce projet.
Le recrutement d'un directeur Administratif est en cours, nous avons des candidatures et le jury sera organisé courant octobre.

Actuellement, dans cette période de transition, en l'attente de l'arrivée du Directeur, l'intérim est assuré par madame Chantelot et monsieur Jami.

Chaque semaine une réunion d'équipe est tenue avec, le DGA de secteur, la directrice de la cohésion sociale, la référente des infirmières, le chef du service de l'UPSP et le nouveau régisseur.

En effet, depuis 1 mois, nous avons nommé au centre de santé un rédacteur qui assure les missions de régisseur et l'encadrement de l'accueil.

A ce jour, l'équipe d'accueil est au complet, les agents sont présents, les rendez-vous sont donnés, les actes sont facturés et encaissés et les consultations sont assurées de façon satisfaisante.

Le service fonctionne !

Concernant, le rattrapage des recettes, il est en cours.

Nous avons titré en septembre pour un montant de 287 000 euros d'impayés ou de remboursements à l'attention des organismes payeurs (CPAM, mutuelles, etc) et mis en évidence un retard de paiement envers la ville du laboratoire prestataire pour un montant de plus de 100 000 euros au titre de ces 3 dernières années.

Un titre de recette été émis cette semaine, à l'encontre de ce dernier.

En ce qui concerne l'activité du service, qui vous inquiète tant, voici les chiffres que celui-ci m'a communiqués hier :

Pour toute l'année 2013 le nombre de passage a été de 20 272, il est à ce jour de 18 500 et devrait largement dépasser les 20 000 avant la fin de l'année.

Enfin, pour faire cesser les rumeurs, je tiens à réaffirmer certaines choses :

- La permanence de soins sera maintenue, il n'a jamais été question de l'interrompre.
- L'annualisation du temps de travail des agents d'accueil n'est pas à l'étude.
- Le recrutement d'une infirmière est en cours. Un jury se réunit bientôt car nous avons un certain nombre de candidatures.

En ce qui concerne l'audit, ses conclusions et les personnes interrogées, le cabinet a rendu ses conclusions, elles ont été présentées au groupe de pilotage, une réorganisation du service a été menée, les postes ouverts sont en cours de recrutement et un projet santé sera proposé avant la fin de l'année.

Je vous l'ai déjà affirmé, c'est dans ce cadre du projet de santé que vous vous exprimerez.

En ce qui concerne la commission santé, il n'y a pas lieu de la réunir dans l'urgence, mais elle sera convoquée avant la fin de l'année pour un travail autour du projet de santé.

Enfin, pour vous répondre sur les emplois de médecin dont la fermeture a été approuvée par le CT et adoptée au Conseil Municipal, ils n'étaient plus pourvus depuis de nombreux mois, voir des années, suite au départ des praticiens qui les occupaient.

Le seul poste supprimé qui était effectivement pourvu est le poste de médecin chef de service.

Je vous le répète, encore une fois, notre volonté est de mener une politique de santé ambitieuse et d'inscrire le CMS comme cheville ouvrière de cette politique.

J'aimerais bien, d'ailleurs, même si je comprends le jeu politique des uns des autres, qui est normal me dirait M. Garnier, que celui-ci ne se fasse pas sur la base de mensonges ou rumeurs mal intentionnées : le CMS ne sera PAS fermé. »

QUESTION ORALE « GROUPE SOCIALISTE ET CITOYEN » - ÉTAT DE LA RUE DOMBASLE

Rapporteur : Jean-Paul LEFEBVRE

« Monsieur le Maire,

L'état de la rue Dombasle pour la section comprise entre le bd de la République et la rue de Bir-Hakeim apparaît particulièrement préoccupant : éclairage public défaillant et insuffisant, état des trottoirs, saleté indescriptible, commerces aux activités douteuses et générant des troubles de voisinage permanents. Tout concourt à faire de cette voie un véritable coupe-gorge.

Les riverains sont excédés et se demandent quand la municipalité va intervenir pour rétablir une situation normale que justifie le principe d'égalité du service public.

Pouvez-vous nous indiquer ce que vous comptez entreprendre ? »

Réponse de Monsieur le maire :

« Monsieur le Conseiller municipal

Vous demandez des précisions concernant l'état de la rue Dombasle, tronçon de voie comprise entre l'avenue Bir-Hakeim & le boulevard de la République.

Tout d'abord, je vous informe que l'éclairage public date de juin 2003, que ce matériel est toujours d'actualité et, par conséquent, nullement défaillant.

Il semble probable que l'insuffisance d'éclairage provienne de la présence d'arbres très feuillus. Cela arrive dans certaines de nos rues, avant l'élagage des arbres qui sont imposants.

Sur cela, nous pouvons agir bien sur, et nous envisageons de rajouter des lanternes en demi-hauteur, qui permettent un éclairage plus efficace de la rue. Nous allons faire une étude chiffrée de ces mesures, et nous lancerons ces travaux courant 2017, après le vote du budget dans lequel ces travaux s'inscriront.

Je vous rappelle que cela n'est pas une mesure exceptionnelle, puisque chaque année, nous refaisons au minimum une rue de Noisy qui nécessite ce type d'investissements.

Concernant l'état des trottoirs, même s'il n'est pas récent, il est tout à fait praticable. Si nous devions lancer un projet complet de rénovation, cela nécessiterait également le remplacement de ces arbres qui sont très développés. Certainement au grand dam de certains de vos amis politiques. Une telle rénovation globale de la rue n'est pas à ce jour programmée, pour des raisons budgétaires. Néanmoins, nous en améliorerons le fonctionnement comme je vous l'ai évoqué plus haut.

Pour les commerces, des signalements ont été faits tant à la Police Nationale qu'à la Préfecture et des fermetures administratives ont déjà été prononcées par le Préfet. »

QUESTION ORALE « GROUPE SOCIALISTE ET CITOYEN » - FÊTE DES ASSOCIATIONS

Rapporteur : Jean-Paul LEFEBVRE

« Monsieur le maire,

La fête des associations s'est déroulée un samedi pour la deuxième année consécutive.

Le bilan qui peut être tiré du choix du samedi est médiocre : faible disponibilité des associations avec de nombreux stands vides, notamment dans le gymnase, faible présence des Noiséens très occupés un samedi de rentrée. Globalement, la participation est encore plus faible qu'en 2015.

Le choix du samedi doit donc être remis en question.

Mais il y a également des effets négatifs induits.

Le gymnase Langevin était bloqué depuis le mardi précédent et jusqu'au mercredi suivant la fête.

Le stade et la piste d'athlétisme était également inaccessibles.

Cette situation a été fortement préjudiciable aux élèves du collège Prévert dont les professeurs d'EPS n'ont pas été prévenus par le service des sports.

Ils sont venus avec leurs élèves et ont été obligés de rebrousser chemin.

Leur mécontentement fut très vif, et par voie de conséquence, celui des parents d'élèves qui peinent à comprendre l'organisation et les méthodes de gestion de la municipalité.

Avez-vous des explications à fournir et des pistes d'amélioration à proposer ? »

Réponse de Monsieur le maire :

« Monsieur le Conseiller municipal,

Pour la deuxième année consécutive, la fête des associations a été programmée un samedi, pour plusieurs raisons. La première est que cette journée a été plébiscitée par les associations, et la deuxième, parce que cela permet aux services organisateurs, notamment les relations publiques, de bénéficier d'une journée de repos hebdomadaire le dimanche.

Encore une fois, l'édition de cette année fut un grand succès avec plus de 2 500 personnes présentes cette journée.

Sur 70 associations inscrites, plus que l'année dernière, seulement deux associations se sont désistées en raison des événements politiques du pays, ce sont les associations culturellement liées au Gabon.

Vos allégations décrivant un médiocre bilan et une faible représentation des associations sont encore fausses.

En ce qui concerne la présence des associations dans le gymnase, sachez que nous positionnons dans ce gymnase uniquement les associations qui, en raison du caractère fragile de leurs expositions (papiers, photos etc.), préfèrent être dans un espace protégé plutôt qu'en plein air. Ces associations sont peu nombreuses, et c'est à leur demande qu'elles se trouvent dans le gymnase.

Monsieur Lefebvre, arrêtez de prendre vos désirs pour des réalités.

En ce qui concerne la mobilisation du gymnase Langevin, cette année, en raison de la date de la rentrée des classes le jeudi 1^{er} septembre, nous avons fait le choix d'organiser la fête des associations le 10 septembre pour ne pas perturber le 1^{er} week-end après la rentrée traditionnellement réservée à l'achat des fournitures scolaires.

*Le 6 septembre, le service des sports, que vous critiquez, a rappelé à tous les utilisateurs du gymnase, les écoles élémentaires et **le collège Prévert**, que celui n'était pas utilisable en raison de l'installation des stands en cours. En contrepartie, le service a ouvert l'accès au terrain A7 d'Allende ainsi que celui du terrain de foot de Langevin, ce qui, compte tenu de la météo, permettait la pratique d'une activité sportive de façon très satisfaisante.*

Le Collège a bien été prévenu via sa coordinatrice et s'il y a eu un problème de communication, c'est en interne du Collège. Je vous laisse le soin de le transmettre aux parents.

En ce qui concerne vos commentaires sur les équipements sportifs, je vous rappelle que ceux-ci sont mis gracieusement à disposition du Conseil Départemental, alors que chaque collège devrait être équipé d'un gymnase, ce qui n'est pas le cas à Noisy : aucun des 3 collèges noiséens n'a de gymnase. »

QUESTION ORALE « GROUPE SOCIALISTE ET CITOYEN » - CONDITIONS D'UTILISATION DE LA PISCINE PAR LES ENFANTS DES ÉCOLES

Rapporteur : Jean-Paul LEFEBVRE

Monsieur le Maire,

Depuis la rentrée de septembre 2016, les enfants des écoles venant à la piscine pour apprendre à nager sont confinés dans le petit bassin quel que soit leur nombre et ne peuvent plus utiliser le grand bassin. En effet, celui-ci est réservé par priorité aux entraînements du water-polo, sur instruction du service des sports de la commune.

Cette situation apparaît anormale car l'apprentissage de la natation est une mission prioritaire du service public, rappelée par le ministère de l'éducation nationale : « *Apprendre à nager à tous les élèves est une priorité nationale, inscrite dans le socle commun de connaissances et de compétences.* » (Circulaire n° 2011-090 du 7-7-2011).

Sans mésestimer les besoins d'entraînement des nageurs du water-polo, ceux-ci ne sauraient en aucun cas passer avant l'apprentissage aux enfants d'âge scolaire qui doivent impérativement savoir nager, au plus tard en fin de 3^{ème}.

Pouvez-vous confirmer et justifier la situation que je viens de décrire ?

quelles mesures comptez-vous prendre pour rétablir la priorité due à l'éducation de nos enfants ?

Réponse de Monsieur le maire :

« *Monsieur le conseiller municipal,*

je regrette votre manque complet d'information concernant ce dossier et les actions se déroulant dans la piscine Edouard Hériot de Noisy-le-Sec, même si cela ne m'étonne guère, ne vous y ai, je crois, jamais croisé.

Même pas d'ailleurs lorsque vous m'aviez "légé" une piscine qui s'effondrait en décembre 2010.

Aujourd'hui la piscine, à travers le savoir nager, est devenue une compétence de l'ETP Est Ensemble, comme vous ne devez pas l'ignorer, et de ce fait la Direction des sports de la ville de Noisy-le-Sec n'a malheureusement pas le pouvoir de décider ou de valider ce qui s'y passe, même si elle y est très impliquée au travers plusieurs projets transversaux.

Ces projets soutenus ou portés par la municipalité, ont notamment comme objectif principal de permettre à un maximum de jeunes noiséens d'apprendre à nager, la ville de Noisy-le-Sec est d'ailleurs reconnue comme un élément moteur dans ce domaine en Seine-Saint-Denis par la Direction Départementale de Cohésion Sociale.

En effet, la réussite du dispositif "je nage donc je suis" mis en place à chaque vacance scolaire sur la ville pour apprendre à nager gratuitement aux enfants non nageurs de 9 à 11 ans aussi bien sur les centres de loisirs que sur Pass'sports vacances, a permis d'être déclinée cette année sur le temps scolaire.

Ceci en permettant à quatre classes pilotes choisies dans les quartiers prioritaires de la ville de bénéficier d'un stage Massé, quatre jours par semaine pendant trois semaines de 11h15 à 12h dans le grand bain pour un meilleur apprentissage, contrairement à ce que vous indiquiez.

L'organisation des créneaux de natation scolaire utilise le bassin d'apprentissage le matin pour l'initiation des CE2 depuis trois ans. Cela permettait donc aux poloïstes professionnels de s'entraîner tous les matins.

Mais cette année, les stages Massée qui ont démarré lundi dernier, sous le regard de la conseillère pédagogique de circonscription, tous les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 11h15 à 12h limitent voire interdisent les entraînements de notre équipe professionnelle.

Comme vous le voyez, l'objectif de la municipalité est avant tout la réussite des jeunes noiséens en réduisant cette fracture qui ne permet pas à 50% des collégiens rentrant en 6^{ème} de savoir nager.

La réforme de l'Ecole Municipale de Natation entreprise cette année avec Est Ensemble permet au Cercle des Nageurs Noiséens de prendre toute sa place dans ce dispositif très complémentaire et d'ouvrir de nouvelles places pour apprendre à nager, même si cela doit réduire le temps d'entraînement de notre équipe professionnelle. »

QUESTION ORALE « GROUPE SOCIALISTE ET CITOYEN » - PLAN DE SÉCURISATION DES ÉCOLES

Rapporteur : Jean-Paul LEFEBVRE

« *Monsieur le Maire,*

Depuis les attentats du 13 novembre 2015, plusieurs instructions ministérielles ont été publiées afin de mettre en oeuvre des mesures de sécurité renforcées pour les établissements scolaires.

L'instruction du 29 juillet dernier est venue apporter des précisions pour la rentrée scolaire et le Gouvernement a annoncé un abondement supplémentaire spécifique du FIPD de 60 millions €.

Au-delà des mesures déjà mises en oeuvre par les enseignants, les collectivités locales sont incitées à engager un audit de sécurité des établissements dont elles ont la responsabilité. En fonction du bilan réalisé dans le cadre de la mise à jour du PPMS, il revient à la collectivité territoriale de fixer l'ordre de priorité des travaux à effectuer : rénovation et renforcement des accès, installation de visiophones, de vitres opaques en rez-de-chaussée et de système d'alarme perfectionnées reliés aux services de sécurité.

Pouvez-vous préciser au conseil les mesures prises et en préparation ou en projet par la ville dans ce cadre afin d'assurer la sécurité et la sûreté des enfants dans toutes les écoles noiséennes ? »

Réponse de Monsieur le maire :

« Monsieur le Conseiller municipal

Vous avez raison de souligner que ce sujet est important, et que les Villes doivent prendre leur part à ce défi de sécuriser au maximum nos établissements scolaires.

Permettez moi juste de rectifier votre chiffre de 60 Millions d'€uros, qui vient abonder la somme du FIPD déjà existante, mais elle est en fait de 50 Millions d'€uros, comme annoncé par Mme la Ministre de l'Education dans son discours du 24 août dernier, ainsi que M. Bernard Cazeneuve, Ministre de l'Intérieur, qui a annoncé le même chiffre (ce qui est plutôt rassurant). Ce n'est pas tant que nous souhaitions discuter de la somme, mais que vous rajoutiez de vous-même 10 Millions d'€uros révèle votre propension à jouer avec les chiffres. Malheureusement pour eux, les Noiséens et l'augmentation de leurs impôts durant 3 années successives de 2008 à 2010 se souviennent de votre aisance à manier les pourcentages d'augmentation.

Beaucoup plus sérieusement, car le sujet est très sérieux, vous demandez des précisions quant aux dispositions prises ou à venir concernant la sécurité & la sûreté des enfants de toutes les écoles noiséennes.

D'abord, comme cela se fait un peu partout, la Police municipale & la Police Nationale travaillent activement en collaboration afin d'élaborer un plan de sécurité.

De nombreux travaux ont déjà été réalisés, dont :

- La mise en place de boutons moletés sur les portes de classes,*
- La mise en place d'interphones dans certaines Maternelles, ainsi que des crèches.*

Pour l'installation d'alarmes perfectionnées, nous sommes en cours de chiffrage de cette mesure, en vue de leurs mises en place rapidement.

Les établissements scolaires quant à eux font leurs exercices d'évacuation, de confinement, exercices auxquels la Direction Générale des Services Techniques sera présente). Suite à ces derniers, un état précis de la situation de chaque établissement sera réalisé, afin de faire les travaux nécessaires. »

QUESTION ORALE « GROUPE SOCIALISTE ET CITOYEN » - ORGANISATION DU MARCHÉ SUITE À L'APPLICATION DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Rapporteur : Corinne BORD

« Monsieur le Maire,

La loi sur la transition énergétique pour la croissance verte, publiée au journal officiel le 18/08/2015 a notamment abordé la question des sacs en plastique.

Ces sacs sont à l'origine d'un énorme gaspillage, fragiles, ils sont souvent jetés sitôt rentré chez soi et la marchandise déballée.

Plus de 5 milliards de sacs fins en plastique sont distribués en France aux caisses et 12 milliards aux rayons fruits et légumes.

Les Français consomment 80 sacs par an en moyenne quand les Danois ou les Finlandais n'en utilisent que quatre sacs par habitant et par an. Au regard de ce constat, il est indispensable et de notre responsabilité d'accompagner les évolutions.

A Noisy, à l'issue du marché, la place des découvertes comme les trottoirs et les caniveaux de la rue Jean Jaurès sont jonchés de sacs vides, abandonnés qui, évacués par les égouts viennent grossir les rangs de ceux que l'on retrouve dans l'Océan.

Ils sont une catastrophe pour une partie de la faune marine, qui les ingère. Ils viennent aussi alimenter les gigantesques « mers » de plastique formées par de grands courants marins.

La loi prévoit à partir du 1er juillet 2016 l'interdiction des sacs de caisse et pour le 1er janvier 2017 pour les sacs d'emballage des fruits et légumes.

Plus précisément, les sacs fins en plastique ne pourront plus être distribués à la caisse des grandes surfaces, des petits commerces (boulangeries, pharmacies, boucheries, etc.) et des marchés. Les sacs dont l'épaisseur est supérieure à 50 microns seront encore autorisés.

Les commerces ont déjà, de longue date, pris en main cette question en proposant des sacs réutilisables, des sacs en papier ou encore des sacs biosourcés.

La première interdiction était prévue pour le 1er janvier 2016 puis elle a été repoussée au 1er juillet 2016 afin de permettre aux professionnels et collectivités de s'organiser.

On peut regretter que sur la ville l'initiative n'ait pas été anticipée. Il est effectivement dommageable que les actes et actions de la municipalité ne soient pas à la hauteur des ambitions affichées en matière de développement durable ainsi que de la communication qui va avec.

Force est de constater, chaque semaine, l'abondance des sacs plastique en fin de marché.

Aussi, aujourd'hui que leur utilisation est interdite que comptez-vous mettre en oeuvre ?

Comment comptez-vous accompagner les commerçants dans cette évolution ? Quels objectifs fixez-vous au délégataire afin de réduire ces déchets ?

Quelle campagne de sensibilisation des Noiséennes et Noiséens avez-vous prévu ?

Merci. »

Réponse de Monsieur le maire :

« Madame la Conseillère municipale

Vous le savez, conformément à la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et depuis le 1^{er} juillet 2016, les sacs plastiques non réutilisables, de 50 microns (µm) d'épaisseur, ne sont plus autorisés à être distribués en caisse de supermarchés et de commerces de détail.

Néanmoins, ni les sacs utilisés pour emballer une dentée alimentaire en vrac ni les blisters de vêtements, bijoux et magazines ne sont considérés comme des sacs de caisse : ils ne sont donc pas concernés par cette interdiction. Ainsi, aujourd'hui encore, les sacs plastiques prennent une place importante dans les emballages présents sur le marché aux comestibles.

A partir du 1^{er} janvier 2017, ces sacs devront être également remplacés par des emballages en papier ou en plastique biosourcé et compostable, réduisant alors drastiquement les déchets liés à l'emballage des denrées, alimentaires ou non.

Le décret concernant les sacs en plastique n'étant parut qu'en mars 2016, les industriels et le MIN de Rungis ont mis quelques temps avant de proposer des solutions adaptées aux nouvelles normes nationales. Encore aujourd'hui, et cela nous a été confirmé hier lors de la Commission du Marché, peu de solutions existent.

Lors de la semaine du développement durable, qui a eu lieu du 30 mai au 5 juin, 1000 sacs en coton ont été distribués sur le marché afin d'inciter les Noiséens à privilégier les sacs durables lors de leur venue sur le marché.

Ce changement d'usage dans la consommation des sacs en plastique non réutilisable a également été plusieurs fois évoqué lors des Commissions du marché de l'année 2016.

A ce titre, une opération de communication à destination des commerçants du marché est prévue pour la fin de l'année par la SEMACO et les services de la Ville, et ce afin d'accompagner la transition vers un marché aux comestibles sans sac en plastique non réutilisable.

Vous connaissez notre attachement à mettre en œuvre, à travers l'Agenda 21 de la Ville, les mesures et politiques concrètes en faveur de l'environnement. Mais il nous reste beaucoup d'efforts à faire, notamment en termes de pédagogie, envers nos administrés, pour les sensibiliser à une ville propre. Comme je le dis souvent, ce n'est pas la Ville qui est sale, mais ce sont certains Noiséens ou même personnes n'habitant pas la ville, qui la souillent avec des détritits et des encombrants. C'est un effort collectif à réaliser par tous. »

VŒU DU GROUPE « ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE » - PLAN D'ACTION POUR LES MOBILITÉS ACTIVES

Rapporteur : Patrick LASCoux

Considérant les modifications apportées au Code de la route par le Décret n° 2015-808 du 2 juillet 2015 relatif au plan d'actions pour les mobilités actives et au stationnement, notamment par l'article R. 412-28-1 qui précise que « lorsque la vitesse maximale autorisée est inférieure ou égale à 30 km/h, les chaussées sont à double sens pour les cyclistes sauf décision contraire de l'autorité investie du pouvoir de police ».

Considérant que les aires piétonnes, les zones de rencontre et les voies où la vitesse de circulation est limitée à 30 km/h doivent être aménagées de façon cohérente, les entrées et sorties annoncées par une signalisation conforme et appropriée à la circulation à double sens des cyclistes. Les panneaux, feux, marquages et autres symboles de signalisation doivent être adaptés à la législation qui régit ces zones de passage.

Considérant que la question de la sécurité à vélo est le principal obstacle au développement de son utilisation ; de nombreuses personnes nous ont interpellés sur la dangerosité de sa pratique sur les voiries noiséennes.

Considérant que les défauts de signalisation et d'entretien normal de la voie publique sont susceptibles d'engager la responsabilité de la commune.

Considérant que la police de la circulation relève du code de la route et du code général des collectivités territoriales, et qu'elle est de la compétence du maire sur les voiries communales.

Considérant qu'en zone urbaine, le trafic routier est le principal responsable de la pollution de l'air et du dérèglement climatique. Première source d'émission directe de gaz à effet de serre en Île-de-France, il représente un risque environnemental majeur pour la santé. Pour rappel, d'après une étude de l'OMS parue en 2014, dans le monde, ce ne sont pas moins de 7 millions de personnes qui meurent prématurément par an du fait de la pollution de l'air. Selon AirParif, en 2015 plus de 1,5 millions de Franciliens sont toujours exposés à des niveaux de pollution qui ne respectent pas la réglementation ! Les Noiséennes et les Noiséens sont largement sur-exposés à cette pollution atmosphérique. Il est de notre devoir de développer les mobilités actives comme la marche et le vélo, et d'assurer à nos concitoyens-nes une pratique sécurisée de ces modes de déplacement.

Pour toutes ces raisons et afin de développer l'écomobilité en toute sécurité sur Noisy-le-Sec, notre groupe demande au Conseil Municipal de respecter la législation en vigueur et de décider de l'adaptation sur les voiries communales d'une signalisation routière conforme au plan d'action pour les mobilités actives.

Réponse de Monsieur le maire :

« Monsieur le Conseiller municipal,

Le décret 2015-808 du 2 juillet 2015, article R-412-28-1 a étendu les dispositions permettant aux vélos de circuler à contre-sens dans les zones 30, à toutes les rues dont la vitesse est limitée à 30 km/h. Vous l'avez souligné.

Il convient, soit de déroger à cette disposition en interdisant par arrêté spécifique aux vélos de circuler à contre-sens de la circulation dans ces rues, soit de l'appliquer en mettant en adéquation la signalétique des entrées et sorties de ces rues par des panneaux indiquant aux automobilistes que les vélos peuvent y circuler en sens inverse de la circulation, voire par ajout de marquage au sol.

La Municipalité, soucieuse de développer l'éco mobilité en sécurité à Noisy-le-Sec, a décidé de compléter la signalisation sur l'ensemble des rues communales avec l'ajout des marquages spécifiques pour plus de lisibilité, et ce dès 2016 et 2017, compte-tenu des incidences budgétaires que cela implique.

Nous entendons bien sûr solliciter le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis, afin que les mêmes dispositions soient prises sur les axes départementaux, notamment, la rue Jean Jaurès qui est en zone 30, depuis 1999, dans sa partie située entre la rue Marc Sangnier et la place Jeanne d'Arc.

Un état des lieux est en cours.

Le Plan Local de Déplacement (PLD), réalisé par Est Ensemble avec la collaboration des villes, prévoit également que d'ici 2030, l'ensemble des voies de desserte de quartier seront limitées à 30 km/h, donc accessibles dans les 2 sens pour les vélos. Mais nous n'attendrons pas cette échéance et nous commencerons par le quartier Boissière, dans le cadre de l'opération ANRU, sur les exercices 2016/2017. Dans le même temps, nous travaillons activement avec les comités de quartier, que nous réunissons la semaine prochaine sur ce sujet. D'ici à la fin du mandat, la ville sera très largement cyclable, au-moins sur les voiries communales...

Sur ce sujet, je tiens toutefois à attirer l'attention de tous sur la sécurité des cyclistes notamment. Nous aurons tous à porter une attention particulière à cette question, car nous savons tous que les incivilités des véhicules, avec la vitesse notamment, l'incivilité des cyclistes, qui brûlent des feux et des stops, l'incivilité des piétons, qui souvent traversent un peu n'importe où, sont la cause de nombreux blessés et malheureusement de décès.

Mettre une panneautique, mettre des marquages au sol sont des préalables, des éléments indispensables, mais qui ne sauvent malheureusement pas de vies.

Vous avez accepté les amendements proposés, aussi nous voterons POUR ce vœu. »

UNANIMITE

Le vœu est adopté

VŒU DE LA MAJORITE MUNICIPALE ET DU GROUPE « ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE » - CENTRE MUNICIPAL DE SANTÉ

Rapporteur : Anne Déo

Considérant que l'accès aux soins , la prévention et l'éducation à la santé, sont des droits fondamentaux pour chacune et chacun d'entre nous,

Considérant que la crise économique et sociale que nous traversons depuis de nombreuses années, entraîne une perte de moyens considérables pour l'hôpital public et une désertification médicale de plus en plus préoccupante dans nos villes,

Considérant que les plus fragiles d'entre nous sont les premières victimes de la dégradation de notre système de santé,

Considérant que notre Centre Municipal de Santé est un outil indispensable pour répondre aux besoins des Noiséennes et des Noisens en matière d'accès aux soins et de prévention,

Le conseil Municipal de Noisy-Le-Sec, réuni le jeudi 29 septembre 2016 s'engage:

- A recréer les postes de médecins spécialistes et d'infirmières non pourvus depuis plusieurs années et dont la fermeture a été annoncée au dernier Comité Technique,
- A mettre tout en œuvre pour recruter des médecins et des infirmières sur ces postes,
- A organiser un plan de formation pour tous les personnels administratifs du CMS,
- A équiper le CMS d'un logiciel adapté pour améliorer la gestion des dossiers et des remboursements,
- A réunir en urgence la commission santé
- A créer un observatoire de la santé, constitué de représentants de tous les personnels du CMS, de professionnels de la santé, de représentants des usagers et d'élus, pour établir un état des lieux des ressources et des besoins en matière de santé dans notre ville et pour proposer des solutions adaptées à ces besoins.

« Madame la Conseillère Municipale

Avant que vous ne présentiez votre vœu sur le Centre Municipal de Santé, je souhaite vous dire que je le comprends parfaitement, et pour ne rien vous cacher nous sommes pour l'essentiel d'accord avec son contenu.

Et ce d'autant plus que je tiens à le rappeler une fois de plus haut et fort : nous ne fermerons pas le CMS, nous l'avons dit, écrit maintes fois, et la réponse à votre question orale de tout à l'heure l'a confirmé.

Je suis d'autant plus peiné de voir nos adversaires politiques, ou des gens mal intentionnés, signer des tracts ou répandre des rumeurs sur la fermeture du CMS :

ce n'est pas en réitérant des mensonges à longueur de temps que cela en fait la vérité, bien au contraire.

Le CMS ne sera pas fermé, et nous mettrons en place les mesures nécessaires pour le pérenniser et le renforcer. »

Le vœu, dans rédaction suivante est soumis au vote :

Considérant que l'accès aux soins, la prévention et l'éducation à la santé sont des droits fondamentaux pour chacune et chacun d'entre nous,

Considérant que la crise économique et sociale que nous traversons depuis de nombreuses années, entraîne une perte de moyens considérables pour l'hôpital public et une désertification médicale de plus en plus préoccupante dans nos villes.

Considérant que les plus fragiles d'entre nous sont les premières victimes de la dégradation de notre système de santé.

Considérant que notre Centre Municipal de Santé, pour lequel nous réitérons une fois de plus notre attachement et notre intention de le pérenniser et d'en renforcer les actions, est un outil indispensable pour répondre aux besoins des Noiséennes et des Noiséens en matière d'accès aux soins, de prévention et de lutte contre les inégalités sociales de santé.

Le Conseil municipal de Noisy-le-Sec réuni le 29 septembre 2016 s'engage :

- à mettre en place ultérieurement les postes de médecins spécialistes et d'infirmiers(ères) qui seront nécessaires à la réussite du projet médical du CMS et, le cas échéant, à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour permettre les recrutements des médecins ou des infirmiers(ères) sur ces postes, sous réserve de candidatures adaptées,
- à garantir une bonne gestion administrative du service et des conditions de travail permettant à chaque agent d'évoluer dans un environnement garantissant la qualité de vie au travail, notamment en permettant la mise en œuvre effective par la direction du service, du plan de formation,
- à assurer la modernisation des outils de gestion du service, en dotant le CMS d'un logiciel de gestion des dossiers médicaux et la modernisation du logiciel de facturation,
- à ce que la création d'un observatoire de santé soit, à terme, un des objectifs du projet médical du service,
- à réunir régulièrement la commission municipale de santé.

UNANIMITE

Le vœu est adopté

VŒU DU GROUPE « ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE » - CITÉ PIERRE FEUILLÈRE

Rapporteur : Patrick LASCoux

Le permis de construire du 5 novembre 2015, délivré par la mairie, a autorisé la construction d'un ensemble immobilier de 49 logements sur 3 emprises cité Pierre Feuillère à Noisy-le-Sec. Malgré le vœu présenté au conseil municipal le 26 mai 2016 et l'intervention de notre groupe auprès de l'OPH93 avec le soutien de Pascale Labbé, Conseillère départementale.

Malgré l'opposition des locataires à cette densification et la résistance des citoyens à ce projet (voir les nombreux articles de presse associés).

Malgré l'attachement des habitants à leur cadre de vie et leur mobilisation pour protéger ce patrimoine arboré de la ville,

Par la force, durant l'été, les travaux ont débuté. Un nouvel espace vert a été détruit et des arbres arrachés. Le square Stephenson représentait pourtant un havre de paix pour les habitants du quartier. La densification de la cité Pierre Feuillère est en cours et d'ores et déjà des dealers venus de l'extérieur ont commencé à investir des lieux devenus plus accueillants pour eux.

En conséquence, pour les habitants de la cité Pierre Feuillère nous demandons au conseil municipal de mandater Monsieur le Maire afin qu'il intervienne, comme nous l'avons fait, auprès de l'OPH93 pour :

- soutenir les locataires dans leurs demandes, notamment pour la rénovation du parc immobilier existant (isolation, canalisation, etc....) et la réduction des charges locatives liées à la perte des espaces paysagers.

- garantir la sécurité et la mobilité des habitants dans la cité sans pour autant bunkériser les lieux et trahir le concept même d'une cité jardin ouverte au public et classée comme patrimoine remarquable.

Réponse de Monsieur le maire :

« Monsieur le Conseiller municipal,

Très sincèrement, nous n'avons aucun problème avec votre vœu et nous le voterons.

Néanmoins, je vous livre quelques éléments de contexte et quelques éléments qui vous montreront que nous n'avons pas attendu votre vœu pour œuvrer en faveur de la cité Pierre Feuillère.

D'abord, pour rappel, une vaste concertation menée par l'OPH93 s'est tenue pendant près d'un an entre 2011 et 2012 au sujet du réaménagement du quartier. Cette campagne avait pris la forme d'ateliers avec les habitants, de réunions d'informations et de restitutions. Les qualités paysagères du quartier avaient été mises en avant et il a été convenu entre la Ville et l'OPH93 de procéder à une opération de réaménagement des espaces extérieurs du site après la livraison des nouveaux logements. Les contrôles d'accès des véhicules d'ores et déjà mis en place sont une première réponse et ont permis de limiter les problèmes de stationnement sauvage.

Dans ce contexte, les services de la Ville et de l'OPH93 ont travaillé à la rédaction d'une charte de Gestion Urbaine de Proximité déjà présentée en Conseil municipal le 26 mai 2016 et qui fixe des objectifs qualitatifs pour préserver et améliorer le cadre de vie des locataires.

Enfin et surtout, des discussions sont d'ores et déjà engagées avec l'OPH93 sur une réhabilitation à terme de l'ensemble de ce patrimoine au titre de son inscription au sein du quartier prioritaire NPNRU du Londeau.

En fait, nous avons déjà agi fortement pour les habitants de ce quartier en inscrivant ce périmètre dans le dossier NPNRU du Londeau voici plusieurs années.

Quant aux problèmes de dealers que vous évoquez, sachez que nous avons saisi le Commandant de Police de Noisy ainsi que les services de la Préfecture, en réunion de veille CLSPD, et que la Police Nationale s'est engagée à agir très énergiquement contre cette présence nouvelle de dealers. Elle ne semble pas liée aux travaux de la Cité Pierre Feuillère – qui sont plus dérangeants qu'autre chose -, mais plutôt à une tentative de venir sur ce quartier de certaines personnes qui en raison des travaux sur le Londeau, essaient de s'implanter dans une cité à proximité.

Nous voterons donc votre vœu, tout simplement car il vient valider notre action pour ce quartier. »

ABSTENTION:	5	GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Miloud Gherras
POUR :	38	MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »

Le vœu est adopté

VŒU DU GROUPE « ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE » ET DU GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » - FONCTIONNEMENT NOISY-LE-SEC HABITAT

Rapporteur : Olivier SARRABEYROUSE

Monsieur le Maire, chers collègues

Depuis deux ans que j'occupe mes fonctions de conseiller municipal, j'occupe également à ce titre, entre autre, les fonctions d'administrateur public de la SAEM Noisy-le-sec habitat.

Je pensais découvrir alors, avec intérêt, les rouages de la gestion d'une partie du parc du logement social de notre commune géré par ladite SAEM, et y apporter ma contribution, en adhérant ou en m'opposant à vos orientations en la matière.

Quelle déconvenue !

Depuis deux ans, je n'ai cessé de déplorer les conditions dans lesquelles je devais honorer ma mission. Cela a commencé par des documents traités en Conseil d'Administration, non remis préalablement, que je découvrais parfois sur table quand on daignait me les remettre.

Cela a continué par des réponses fort désagréables, méprisantes, voire menaçantes de la part du directeur général délégué et des fins de non recevoir de demandes de documents inhérents aux points des ordres du jour successifs.

J'admets aujourd'hui n'avoir plus à lire de longs courriels inutiles de « rappels à l'ordre » me mettant dans une position subalterne dans le seul but d'éviter de répondre par l'affirmative à mes requêtes, et reconnais que le débat du CA du jeudi 08 septembre 2016 fut réciproquement respectueux malgré les désaccords affichés.

Votre directeur Général qui me reproche de confondre mes fonctions d'élu politique et d'administrateur, oublie qu'il a été attaché parlementaire de M Lagarde, il a été référent du MODEM en Seine Saint Denis, directeur de cabinet de Mme Rivoire, mandataire financier et directeur de campagnes d'élections à différents échelons. Son immaculée neutralité me semble donc quelque peu ternie et entachée pour émettre objectivement de tels doutes quant à mon honnêteté intellectuelle en tant qu'administrateur public

Je ne compte pas, malgré mes demandes réitérées, le nombre de CA qui sont convoqués au beau milieu des vacances scolaires (jeudi 26 octobre 2015, jeudi 03 décembre 2015, jeudi 25 février 2016, jeudi 21 avril 2016, jeudi 02 juin 2016) qui sont certainement là, pour nous rappeler, comme l'a fait si intelligemment votre DGD lors du CA de juin 2016, que les enseignants avaient trop de vacances. Je laisse mes collègues évaluer le niveau de pertinence et le mépris affiché des propos d'un directeur à ce niveau de responsabilité.

Lorsque je demande à rencontrer les personnels ou leurs représentants sur des points de l'ordre du jour les concernant (la mutuelle, les intéressements, les missions des gardiens...) je reçois un courrier en recommandé me l'interdisant. Des personnels qui craignent même de me parler au vu de la pression qu'ils ressentent au sein de la société.

Lorsque je rencontre les représentants des amicales de locataires, votre directeur me prête même en cours de CA, le pouvoir de les manipuler pour organiser des rassemblements liés à leur mécontentement. C'est offenser l'intelligence des locataires et m'attribuer bien des pouvoirs.

Quand je demande des documents annexes me permettant de comprendre le choix de certaines orientations, on me les refuse.

La cerise sur le gâteau fut ce fameux rapport de l'ANCOLS.

Pour rappel, « *L'ANCOLS est un établissement public administratif de l'Etat dénommé (Agence nationale de contrôle du logement social)*. Cet établissement semble donc offrir des garanties d'impartialité et de compétences, permettant d'apporter du crédit à leurs conclusions. Malgré cela, vous mettez en doute la neutralité de leurs conclusions et les considérez infondées. Vous faites également porter la responsabilité de la mauvaise gestion à la présidente de la période 2008/2010. En revanche, depuis le 1^{er} mai 2014, tout semble aller pour le mieux dans le meilleur du monde de Noisy-le-sec Habitat.

Vous considérez avoir en fait en deux ans ce que vous n'avez pas fait les huit autres années. Car oui, sur les douze dernières années, entre 2003 et 2015, vous avez, vous ou votre prédécesseure médiante, géré cette SEM pendant dix ans.

Ce rapport de 2014, consultable publiquement sur le site de l'ANCOLS depuis le 1^{er} juin 2016 relève : « points forts : néant. », huit « points faibles » (dégradation de la structure financière de la société, une exploitation ne dégagant pas d'autofinancement, des coûts de gestion très élevés...) et neuf « anomalies ou irrégularités particulières » (normes de protections contre les incendies et de sécurité (voir dernier incendie dans le parking), attributions irrégulières de logement...)

Comme dans tous les domaines, dès qu'une critique est émise sur vos choix politiques, vous les balayez d'un revers de main en prétextant la manœuvre, la polémique, voire le mensonge.

Monsieur le Maire, il s'agit juste de la divergence de point de vue, ce qui semble normal et sain dans tout fonctionnement démocratique, sinon, nous gérerions cette ville ensemble, ce qui me paraît improbable. Personne ne peut faire l'unanimité quant à ses choix politiques, mais il peut faire l'unanimité quant à ses méthodes. C'est là votre talon d'Achille, mais comme nous tous, vous apprenez et pouvez encore progresser.

Monsieur le Maire, je m'adresse à vous en tant que Maire et Président de Noisy-le-sec Habitat en cette assemblée pour me faire entendre et comprendre par vous, mais également afin d'informer l'ensemble des élus de la majorité comme de l'opposition des pratiques pernicieuses qui prévalent dans notre SAEM et fragilisent son avenir.

Au nom des deux groupes d'opposition,

Considérant le constat que je viens d'établir,
Considérant le rapport alarmant de l'ANCOLS,

Considérant la nécessité de préserver sous notre responsabilité la gestion d'un parc de logements sociaux de qualité au service des noiséens,

Considérant les insatisfactions exprimées par les locataires à travers leurs amicales constituées et représentées au CCL,

Nous demandons :

- le respect de tous les administrateurs publics et privés dans l'exercice de leur mandat (documents fournis, prise en considération de la situation professionnelle, respect des débats ...) y compris quand leur position dérange.

- La libre communication des éléments relatifs au fonctionnement de la SAEM et des points abordés lors des CA tant qu'ils ne désignent pas de manière nominative des individus ou ne divulguent pas des informations d'ordre privé.

- Un plan stratégique de patrimoine sérieux et précis qui comprend les éléments prioritaires de sécurité,

- Un arrêt de la vente de notre patrimoine,
- La considération et le respect des locataires ainsi que de leurs représentants
- Le soutien aux personnes en difficultés de paiement à travers l'embauche du personnel social approprié ou la modification des missions de certains agents actuels pour aller dans ce sens
- Le remboursement des charges réclamées indûment et une information complète et adaptée concernant les charges.

Réponse de Monsieur le maire :

« Monsieur le conseiller municipal, chers collègues,

Depuis 2 ans en effet, vous avez été élu sur la liste que j'avais l'honneur de porter pour représenter la ville au conseil d'administration de la Société d'Economie Mixte de la Ville de Noisy-le-Sec, Noisy-le-Sec Habitat. Rien ne m'obligeait à le faire, dans la majeure partie des SEM en France, la minorité n'a pas sa place. J'ai choisi de vous permettre d'y siéger parce que j'ai toujours eu à cœur de travailler dans la transparence. Ce que n'avait pas compris votre collègue Jean-Paul Lefebvre qui a attaqué en vain votre élection jusque devant le Conseil Constitutionnel. Pour lui, vous ne représentiez pas l'opposition municipale mais étiez candidat du groupe majoritaire. Un comble !

Je gardais aussi en tête, le bon souvenir du comportement exemplaire de votre collègue, Monsieur Gilles Garnier, administrateur durant mon premier mandat. Son sens du service public, sa capacité à se comporter en administrateur de société plutôt qu'en opposant qui dit non à tout, étaient autant d'éléments qui me laissaient présager que, vous alliez pouvoir, bien que novice, remplir votre rôle avec le même état d'esprit.

Au vu de votre vœu je m'interroge. Êtes-vous jamais vraiment rentré dans les habits d'administrateur de la société dans laquelle j'ai souhaité que vous puissiez siéger ? À l'exception, je tiens à le souligner, du dernier Conseil d'administration du 8 septembre dernier, où la courtoisie et la qualité des débats l'ont emporté dans l'intérêt de notre société et des Noiséens. Et je serai très heureux que cela se poursuive ainsi.

Mais, puisque vous avez souhaité aborder les rôles des administrateurs qui ont pourtant été, à de nombreuses reprises rappelés par écrit comme à l'oral au conseil d'administration, permettez-moi de les rappeler publiquement au Conseil municipal, puisqu'elles ne sont pas du même ordre. Les dispositions du code du commerce sont claires, les dispositions des SEM applicables aux SEM à présidence d'élus issus de la gauche, du centre ou de la droite républicaine sont les mêmes.

Je suis tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de leurs missions comme lorsque j'agis en ma qualité de maire ici même.

Chaque administrateur, qu'il soit représentant de la collectivité ou actionnaire privé, je remercie chacun d'ailleurs ce soir pour leur implication (Mmes Rivoire, Harenger, Sannier, MM. Deleu, Hamrani, Mendaci, vous et moi) ou bien représentant des actionnaires privés bénévoles (Mme Kerhervé, MM. Durand, Orefice et Savate). Chacun doit disposer d'une information pertinente et fiable pour, d'une part, exercer une vigilance permanente et accomplir son devoir de contrôle et, d'autre part, contribuer aux grandes décisions de la société.

Chacun a le droit à ce titre de demander que lui soient communiqués tous les éléments et documents lui permettant d'être pleinement éclairés sur les décisions à prendre.

Je ne peux refuser de donner l'information aux administrateurs au prétexte de secret des affaires, jamais il ne vous a jamais été opposé de refus dans la transmission d'un quelconque document utile à la compréhension des délibérations du conseil. Au contraire, il vous a même été transmis jusqu'à 250 pages en courrier recommandé.

La demande d'information doit m'être faite en ma qualité de Président-directeur-général du conseil d'administration car il m'appartient de m'assurer, en collaboration étroite avec mon directeur général délégué, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Vous ne pouvez pas vous procurer directement les documents sociaux souhaités auprès d'un salarié, ou de l'expert-comptable, du commissaire aux comptes ou de toute autre personne. Cela vous a été rappelé.

Aucun administrateur n'a à s'immiscer dans la gestion de l'entreprise. Il ne lui appartient pas de se substituer à la direction générale.

L'administrateur représentant la collectivité doit agir dans l'unique intérêt social de la société.

Lorsqu'on siège au conseil d'administration, on doit uniquement y défendre l'intérêt social de la société et non les intérêts d'un camp, d'un groupe politique, ou ses propres intérêts (ou pire ceux uniquement de la société ou de la collectivité territoriale que les uns et les autres représentent).

La notion d'AFFECTIO SOCIETATIS a été rappelée en conseil. Elle caractérise cet attachement profond à la société et le devoir de discrétion qui en découle pour chacun de ses acteurs.

Avec mes collègues administrateurs, nous avons constaté que vous aviez désormais avec mon directeur général délégué des relations plus apaisées.

Cependant, cela se poursuit aujourd'hui à chaque CA, par des allusions autant déplacées et inappropriées que stériles et polémiques. Vous qui vous prévaliez sans cesse de ne pas faire de politique, vous avez en la personne de votre directeur général un homme qui en fait pour vous, mais de manière bien détestable. Lui qui me reproche de confondre mes fonctions d'élu politique et d'administrateur, oublie qu'il a été attaché parlementaire de M Lagarde, il a été référent du MODEM en Seine Saint Denis, directeur de cabinet de Mme Rivoire, mandataire financier et directeur de campagnes d'élections à différents échelons. Son immaculée neutralité me semble donc quelque peu ternie et entachée. Son rôle est ingrat, mais il le remplit avec passion et dynamisme. Vous oubliez dans le court panégyrique sa formation à HEC et à Paris 3 en conduite du changement, qui lui permettent d'avoir les qualifications nécessaires pour remonter notre société qui en avait tant besoin.

Le rôle de directeur général délégué repose sur la confiance. Monsieur Moulinat-Kergoat a toute ma confiance et la confiance de 11 des 12 administrateurs de Noisy-le-Sec Habitat, hormis visiblement, et opportunément ce soir, la vôtre.

A son arrivée, je lui ai donné une feuille de route précise qu'il met en œuvre en me rendant compte de manière hebdomadaire.

On ne peut pas plaire à tout le monde, vous ne partirez pas en vacances avec lui (comme disait Thierry Roland) voilà tout, mais vous pourrez néanmoins réitérer les échanges en partageant un verre à l'issue du conseil d'administration dans son bureau.

Je ne compte pas, malgré mes demandes réitérées, le nombre de CA qui sont convoqués au beau milieu des vacances scolaires (jeudi 26 octobre 2015, jeudi 03 décembre 2015, jeudi 25 février 2016, jeudi 21 avril 2016, jeudi 02 juin 2016) qui sont certainement là, pour nous rappeler, comme l'a fait si intelligemment votre DGD lors du dernier CA de juin 2016, que les enseignants avaient trop de vacances. Je laisse mes collègues évaluer le niveau de pertinence et le mépris affiché des propos d'un directeur à ce niveau de responsabilité. Vous le savez désormais, ce n'est pas l'administration de la SAEM qui dicte le calendrier des conseils d'administration, ce sont les obligations légales (1 par trimestre) et celles liées au fonctionnement de la SAEM (cession, acquisition, obligations comptables) et c'est aussi mon agenda. Je vous l'ai dit moi-même par téléphone que le rendez-vous avec le préfet nécessitait un changement de date. Lorsque j'impose à mon directeur général délégué ce changement de date du conseil d'administration et qu'il doit annuler ses vacances, il n'en fait pas pour autant un communiqué de presse. Il n'a jamais dit que les enseignants avaient trop de vacances, il a simplement rappelé que la SAEM n'avait pas le même calendrier que l'éducation nationale. Il n'a pas affiché de mépris pour le corps enseignant, il respecte les corps constitués de la République. C'est bien mal connaître ce petit fils de cheminot cégétiste, devenu collaborateur du service public en job étudiant dès 19 ans.

Lorsque je demande à rencontrer les personnels ou leurs représentants sur des points de l'ordre du jour les concernant, comme la mutuelle, les intéressements, les missions des gardiens... je reçois un courrier en recommandé me l'interdisant. Des personnels qui craignent même de me parler au vu de la pression qu'ils ressentent au sein de la société. Vous l'avez appris comme moi, le rôle d'administrateur n'autorise pas à rencontrer directement les représentants du personnel. Ce n'est pas moi qui l'ai décrété, c'est le code de commerce. Ce rôle est uniquement dévolu à la direction générale, qui fait vivre le dialogue social

au sein de l'entreprise. Le personnel, que j'ai interrogé, ne craint pas de vous parler, au contraire, mais n'a visiblement rien à vous confier. Cela ne s'est jamais fait et ce n'est pas un besoin ressenti par les salariés.

Lorsque je rencontre les représentants des amicales de locataires, votre directeur me prête même en cours de CA, le pouvoir de les manipuler pour organiser des rassemblements liés à leur mécontentement. C'est offenser l'intelligence des locataires et m'attribuer bien des pouvoirs. Quant à la manipulation prétendue des amicales de locataires dont vous déclarez avoir été traité d'instigateur, je vous corrige tout de suite, vous ne les manipulez pas, mais vous avez trouvé en la personne d'un ancien 1^{er} adjoint PCF, ancien vice-président de la SEMINO, reclassé en président d'amicales de locataires, votre mentor.

Vous en avez le droit, il faut toujours savoir écouter la parole des anciens et les respecter, mais vous devriez un peu plus faire le tri. On ne gère plus NOISY-LE-SEC HABITAT comme on gérait la SEMINO dans les années 90.

Désormais, l'ensemble des documents sont transmis aux administrateurs qui ont le droit de poser des questions, le rapport de l'ANCOLS est désormais discuté en conseil d'administration, le quorum est aujourd'hui atteint aux conseils d'administration, comme pour les commissions logement, alors que du temps de la SEMINO et d'autres directions politisées, il en était tout autrement, nos collègues Olivier Deleu et Nicole Rivoire qui ont été plus longtemps que vous à la place de minoritaire au sein du conseil d'administration de la SEM, en sont les témoins présents ce soir. Ce sont les anciens rapports de la MILOS (devenu ANCOLS) qui l'affirment et qui étaient soigneusement cachés au fond des placards de la direction du temps où la municipalité était à gauche...

Quand je demande des documents annexes me permettant de comprendre le choix de certaines orientations, on me les refuse.

La cerise sur le gâteau fut ce fameux rapport de l'ANCOLS.

Pour premier rappel, « L'ANCOLS est un établissement public administratif de l'Etat dénommé (Agence nationale de contrôle du logement social). Il est issu de la fusion de l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (ANPEEC) et de la Mission interministérielle d'inspection du logement social (MILOS). La création de ce nouvel organisme répond au besoin d'unifier le contrôle et l'évaluation de l'action de l'ensemble des opérateurs du logement social et d'Action logement, opérateurs devenus fortement interdépendants. ». Cet établissement semble donc offrir des garanties d'impartialité et de compétences, permettant d'apporter du crédit à leurs conclusions. Malgré cela, vous mettez en doute la neutralité de leurs conclusions et les considérez infondées. Vous faites également porter la responsabilité de la mauvaise gestion à la présidente de la période 2008/2010. Quant à votre volonté de lier les conclusions du rapport de l'ANCOLS sur la gestion de la SEM de 2009 à 2013 à la gestion aujourd'hui relancée de Noisy-le-Sec Habitat, la ficelle est décidément trop grosse, et vous le savez pertinemment.

Je mets en doute sérieusement la neutralité de leurs conclusions qui sont des conclusions dictées par une volonté manifeste de voir disparaître les SAEM communales au profit de gros bailleurs éloignés de leurs locataires. Nous sommes d'accord, je vous cite « sur la nécessité de préserver sous notre responsabilité la gestion d'un parc de logements sociaux de qualité au service des Noiséens ». La SAEM y travaille et elle va construire du logement social à Noisy-le-Sec, en réhabilitant un logement ancien de Merlan abandonné par l'Etat, le Conseil d'administration du 8 septembre l'y a autorisé à l'unanimité et je vous remercie de votre soutien dans cette entreprise.

La SAEM ne vend pas plus de 12 logements sociaux par an sous conditions strictes et encadrées par la Préfecture, elle continuera à le faire parce que la demande des locataires est là et que le montant des cessions permet de lancer des rénovations qui profitent à tous les locataires, quel que soit leur quartier. Elle va livrer début 2017, 12 logements en accession sociale à la propriété, rue Frépillon. Elle reprend petit à petit son rôle d'aménageur, constructeur, au service du développement de la Ville, dans un contexte intense de renouvellement urbain.

Vous l'avez admis vous-même, les conclusions de l'ANCOLS, copier-coller maladroits d'un autre rapport, reflètent la volonté étatique du gouvernement actuel de voir fusionner les petits pour éloigner les habitants des représentants du peuple. Je suis attaché à notre SAEM, comme mes collègues de la majorité, et ne laisserai jamais des technocrates mal intentionnés nous priver de ce bel outil au service du développement de notre territoire et garant de la mixité sociale.

J'ai pu répondre point par point à l'ANCOLS et exiger que notre réponse de 25 pages soit publiée en ligne sur leur site internet, comme la loi les contraint, le 6 juillet dernier.

Le rapport de l'ANCOLS est en effet une photographie du passé, d'un passé où il a fallu faire des choix, une SEM exsangue à mon arrivée en 2011, dont les comptes n'étaient plus publiés, dont les CRACL n'étaient plus débattus en conseil municipal, dont l'activité se résumait à l'expédition des affaires courantes sans relance des impayés ni procédure contre les squatters. J'ai fait des choix stratégiques, pour remettre en route une SEM qui était en retard sur TOUT : mise au normes des ascenseurs, étanchéité des résidences Carnot et Moulin Fondu, isolation thermique de la Renardière. On aura jamais autant dépensé en rattrapage de l'inaction des années passées. Parce qu'il est facile de ne rien faire, d'attendre, de se tourner les pouces dans des locaux isolés dans la zone d'activités comme ce fut le choix de la municipalité éphémère de gauche entre 2008 et 2010.

Mais le rapport de l'ANCOLS ne concerne en rien le mandat social de mon directeur général délégué actuel. Bien au contraire, c'est même lui qui a guidé les inspecteurs auditeurs dans leurs recherches durant 6 mois de présence à la SAEM, et s'est appuyé sur bon nombre de points à rectifier pour mettre en œuvre les décisions de management et de stratégie qui ont aujourd'hui porté réellement leurs fruits pour le bien être des locataires.

Quant aux 2 attributions qui n'auraient pas respecté la procédure, vous vous êtes bien cachés de mentionner qu'il s'agissait d'un appartement ayant servi de base vie du chantier de rénovation de la Renardière, remis à neuf aux normes Personnes à Mobilité Réduite à la fin du chantier. Et que le deuxième était destiné à un fonctionnaire municipal, en mutation de province qui l'a utilisé durant quelques mois après information au conseil municipal.

En revanche, depuis le 1^{er} mai 2014, tout semble aller pour le mieux dans le meilleur du monde de Noisy-le-sec Habitat, cette tour d'ivoire qui devient une inexpugnable forteresse, et le messie aurait fait en deux ans ce que vous n'avez pas fait les huit autres années. Car oui, sur les douze dernières années, entre 2003 et 2015, vous avez, vous ou votre prédécesseure médiate, géré cette SEM pendant dix ans. Oui chers collègues, depuis mai 2014, la SAEM va mieux, il y a un capitaine dans le navire. Il y a eu une véritable professionnalisation des services, une modernisation des procédures, une méthodologie, un rajeunissement des cadres, de la formation continue pour tous et des chiffres indiscutables que vous avez vous-mêmes salués en conseil d'administration comme tous les administrateurs satisfaits de cette relance.

L'autofinancement permet désormais de lancer des travaux de rénovation, les emprunts bancaires ont été renégociés pour gagner 600 000 euros par an. Le taux d'impayés est de 1,25% en 2015, plaçant Noisy-le-Sec Habitat dans le palmarès de tête des meilleurs élèves des bailleurs sociaux d'Ile-de-France. Cela ne s'est pas fait sans une redéfinition des missions des salariés de la SAEM et de leur implication pour trouver des solutions amiables dès que la première difficulté financière est rencontrée. Les personnes en charge de ces dossiers à la SAEM sont aidées par de nouveaux outils informatiques performants, des alertes pour agir au plus tôt et ne pas laisser les personnes en difficulté sans aide ni solution humaine.

La vacance financière a baissé de 30%, on attribue désormais les logements tous les quinze jours, sans temps mort. Preuve que les choses vont mieux, les locataires sont de moins en moins nombreux à quitter leur logement. Les rénovations des halls, des ascenseurs leur permettent de « réinviter » leurs amis chez eux, ce sont leurs termes.

Les réclamations ont baissé de plus de 40% en 2 ans. Le « Allô Habitat », le retour de la présence de gardiens et employés d'immeubles dans tous les quartiers plutôt que des entreprises extérieures concourent à un mieux vivre ensemble.

Un plan stratégique de patrimoine qui tient compte des demandes spécifiques des représentants des locataires pour ce qui en est de l'entretien a été mis à jour et voté par le conseil d'administration après consultation.

Les coûts de gestion importants que l'ANCOLS a souligné pour 2013 à hauteur de 1877 €/logement, sont descendus à 1659 €/logement en 2014 et 1290 €/logement en 2015. Ce ne sont pas des paroles en l'air, ce sont les chiffres contrôlés par le commissaire aux comptes et qui imposent le respect.

Vous avez choisi de pointer du doigt comme l'avait fait votre mentor, président de l'amicale des Découvertes, une anomalie sur les normes de protection contre les incendies et la sécurité qui portait dans le rapport sur l'absence lors de la visite terrain de l'ANCOLS d'un plan d'évacuation incendie dans un immeuble de la SAEM à Merlan et qui a été remplacé depuis.

Vous avez comparé sans savoir, ce détail du rapport avec l'incendie criminel que le parking Champollion a connu le 26 mai dernier. Alors qu'il n'y est absolument pas lié.

Ce rapport de 2014, consultable publiquement sur le site de l'ANCOLS depuis le 1^{er} juin 2016 relève : « points forts : néant. », huit « points faibles » (dégradation de la structure financière de la société, une exploitation ne dégagant pas d'autofinancement, des coûts de gestion très élevés...) et neuf « anomalies ou irrégularités particulières » (normes de protections contre les incendies et de sécurité (voir dernier incendie dans le parking), attributions irrégulières de logement...)

Comme dans tous les domaines, dès qu'une critique est émise sur vos choix politiques, vous les balayez d'un revers de main en prétextant la manœuvre, la polémique, voire le mensonge. J'accepte les critiques, un maire sait encaisser les coups, mais il faut savoir vérifier l'information avant de jeter en pâture des extraits sortis de leur contexte et erronés en l'espèce.

Il ne s'agit pas que de divergence de point de vue. Les électeurs ne vous ont pas confié les rennes de cette ville. Ils ne vous ont pas confié non plus le soin de gérer la SEM que je préside et la différence est là.

Vous pouvez critiquer mon directeur général délégué de la SAEM et son équipe, je connais sa valeur, et les résultats qu'il a obtenus, et que nos collègues connaissent désormais au delà des seuls administrateurs.

Les locataires de la SAEM apprécient aussi de voir leurs charges à nouveau diminuer cette année, par une renégociation des contrats, des fluides, le changement de prestataire et de maintenance des ascenseurs qui permettent aux locataires de voir, pour la 2^{ème} année consécutive, jusqu'à 300 euros de remboursement de charge sur leur loyer de ce mois-ci. Je remercie la direction et les services techniques de la SAEM pour ses efforts et cette gestion de bon père de famille.

Au delà de cette longue réponse mais qui était nécessaire, je vous informe que votre vœu ne sera pas étudié parce qu'il ne concerne pas directement les affaires communales, j'ai néanmoins tenu à défendre mes positions claires et sans ambiguïtés au sujet de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat.

Le Conseil municipal s'est déjà prononcé sur le rapport d'activités de la SAEM et le CRACL, vous avez pu vous y exprimer sereinement et en toute connaissance des données objectives incontestables.

Je vous remercie »

VŒU DU GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »

Allocution de Jean Thary :

« Il m'appartient, exceptionnellement, de m'exprimer au sujet d'un vœu. Celui-ci concernant la personne même du premier magistrat de la ville, engageant le conseil municipal à voter un blâme à son encontre, je prends la parole en qualité de premier adjoint, pour signifier clairement que ce vœu ne sera ni lu ni soumis à vote.

Et ce pour 2 raisons :

- *la première, d'ordre purement juridique : un conseil municipal n'est pas habilité à prononcer un blâme contre quelque élu que ce soit. Le blâme est l'une des sanctions administratives prévues par la loi du 26 Janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale. Cette sanction peut concerner des fonctionnaires mais ne peut en aucun cas être utilisée en-dehors de son cadre juridique pour pénaliser un élu.*

Donc, à ce stade, le débat est déjà clos et on pourrait croire, au mieux, à une nouvelle provocation de mauvais goût mais, somme toute, sans grande conséquence.

- *La seconde raison, qui est de loin la plus importante, est d'ordre éthique. En effet, le contenu de ce vœu consiste en une condamnation « ad hominem », traînant le maire de cette ville dans la fange, laissant entendre les pires turpitudes, par des amalgames et des calomnies dont l'auteur est coutumier depuis toujours, mais qui dépassent, et de très loin, tout ce qu'il a produit dans le domaine jusqu'à ce jour.*

On peut comprendre que la vie politique, locale ou autre, amène les protagonistes à des échanges vifs, voire musclés. Jamais il ne saurait être toléré qu'on s'en prenne à un homme dans son intégrité et sa respectabilité, qu'on cherche à isoler cet homme de son équipe pour en faire le bouc émissaire désigné à la vindicte de tous...C'est tout simplement inacceptable, inqualifiable, et je n'ai aucun souvenir, dans cette enceinte, d'une pratique antérieure aussi ignoble, quels que soient les élus en présence.

L'auteur de ce vœu se couvre de déshonneur ligne après ligne. Nous ne déshonorerons pas cette assemblée par la lecture de ce texte.

Enfin, le seul vrai blâme que les élus ont à connaître est celui de la sanction populaire, celui du vote des électeurs. Je rappellerai donc à l'auteur de ce texte qu'il a récemment connu 2 vrais blâmes, indiscutables ceux-là : le premier en Décembre 2010 et le second en Mars 2014. »

La séance est levée à 00:42